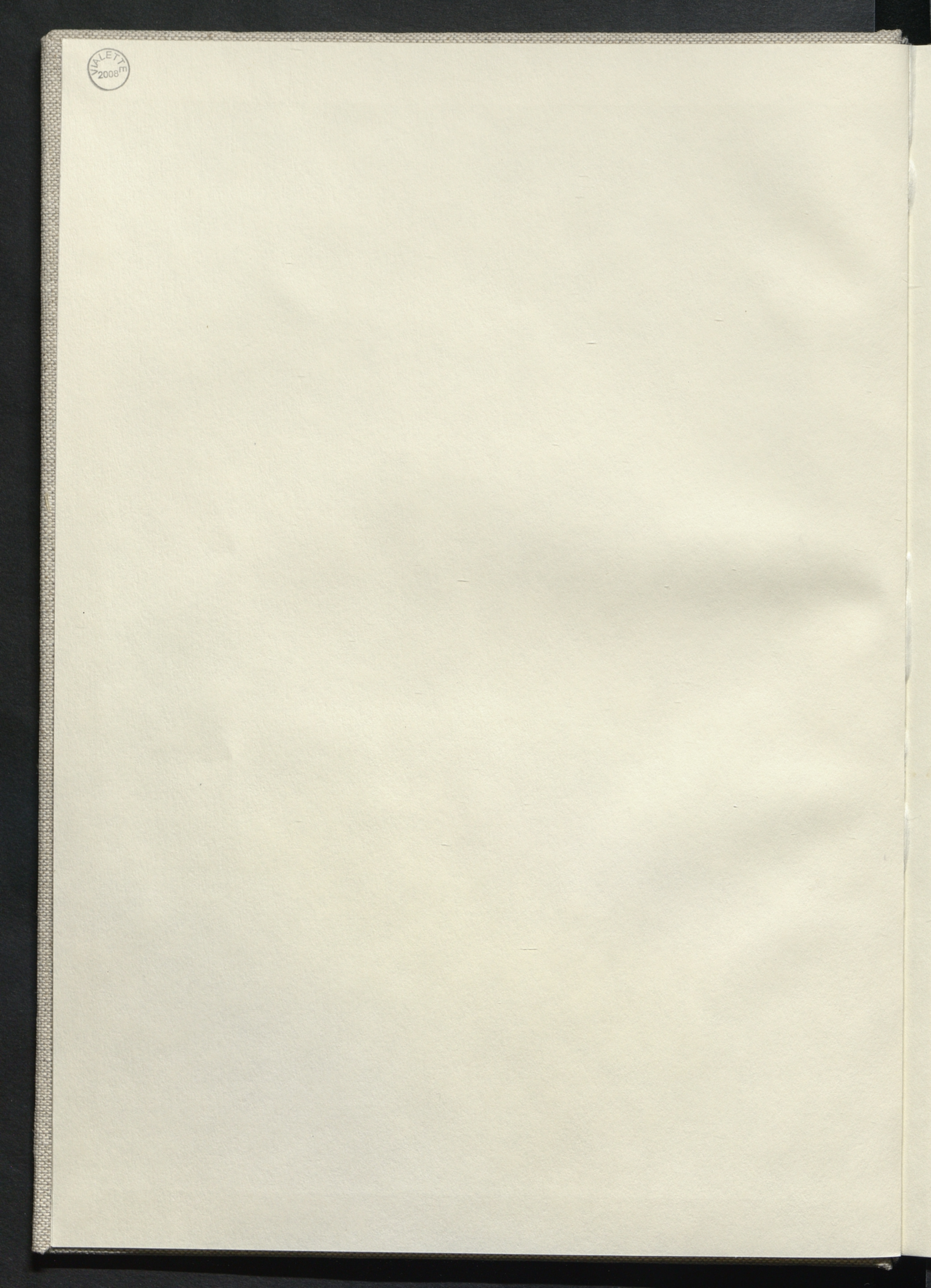

VIALETTE
2008

Auteur(s)	:	De Courcel
Titre	:	De la reconnaissance de l'indépendance des colonies espagnoles de l'Amérique du Sud par les Etats-Un les puissances européennes : Canning et la Sainte Alliance 1818-1825 / De Courcel
Éditeur	:	[S.l.] : [s.n.], ***[*8806 doc.]*** [s.d.]
Description	:	1 vol. (139 p.) ; 30 cm
Notes	:	Bibliogr.
Note de thèse	:	Mémoire : Cycle du diplôme : Paris, Ecole libre des sciences politiques : 18XX
Source	:	Abes (SUDOC)

de Courcel



Mis Forel ma 127

De la reconnaissance de l'indépendance des Colonies Espagnoles de l'Amérique du Sud par les États-Unis et les Puissances Européennes.

Canning et la Sainte-Alliance

1818-1825.

I.

Les grandes idées de liberté et d'indépendance nationales, proclamées à la fin du XVIII siècle par les hommes de la Révolution Française n'étaient pas restées confinées en Europe. Elles firent tressaillir un grand continent qui avait langui jusqu'alors sous l'oppression d'un régime absolu : l'Amérique du Sud, depuis qu'elle était tombée sous la domination des Espagnols, s'était vu refuser toute vie politique et économique, écrasée par la tyrannie et les exactions de fonctionnaires venus de la métropole, exclues de toute administration autonome, les colonies étaient vraiment les …

De la reconnaissance de l'indépendance des colonies Espagnoles de l'Amérique du Sud par les Etats-Unis et les Puissances Européennes.

Canning et la Sainte-Alliance.

1818-1825.

I.

Les grandes idées de liberté et d'indépendance nationales, proclamées à la fin du XVIII siècle par les hommes de la Révolution Française, n'étaient pas restées confinées en Europe. Elles firent tressaillir un grand continent qui avait langui jusqu'alors sous l'oppression d'un régime absolu : l'Amérique du Sud, depuis qu'elle était tombée sous la domination des Espagnols, s'était vu refuser toute vie politique et économique. Écrasées par la tyrannie et les exactions de fonctionnaires venus de la métropole, exclues de toute administration autonome, les colonies étaient vraiment les esclaves

de l'Espagne. Leurs terres fertilisées par une nature toujours généreuse, restaient incultes; les bienfaits d'un libre commerce leur étaient interdits; la mère-patrie, sans pitié et sans prudence, les dépouillait, à son unique profit, de leurs immenses richesses naturelles.

Mais les colons américains, après des siècles d'inertie, s'étaient réveillés au bruit des événements qui bouleversaient le vieux Continent Européen : l'entrée de Napoléon en Espagne, la chute de la royauté, la résistance nationale, la proclamation de la souveraineté du peuple par toutes les juntes de la péninsule ibérique les mettent en feu. Ils comprennent que le moment est venu pour eux de secouer le joug d'un gouvernement qui les a si longtemps opprimés, et qui, aujourd'hui, incapable de résister à l'invasion, va peut-être attirer sur eux les maux d'une domination étrangère. Alors « tout le charme, tout le prestige qui recouvrait la vieille machine administrative se dissipa comme par enchantement; les colons perdirent toute terreur; ils se crurent les

plus forts, ils cherchèrent à le devenir. »[1] Ils veulent jouir de toutes les libertés ; les demi-mesures ne peuvent plus les satisfaire. En 1810 les Cortès Constituantes ne leur accordant qu'une représentation vraiment dérisoire, malgré l'importance de leurs populations, ils se soulèvent et rompent tous liens avec la mère-patrie.

On vit alors, dans une lutte de quinze ans, ces peuples jeunes et impatients de liberté, briser tous les obstacles, surmonter tous leurs revers et se constituer en républiques indépendantes. En vain l'Espagne s'efforce d'écraser les insurgés : l'expédition du général Morillo, en 1815, aboutit à un échec complet ; la métropole, minée elle-même par des divisions intestines n'est plus capable de contenir un mouvement aussi impétueux. Dès 1811, le Paraguay se rend indépendant ; en 1814, Saint-Martin délivre Buenos-Ayres et franchit, en 1817, les Andes, au milieu de difficultés inouïes, pour aider O'Higgins à chasser définitivement les Espagnols du

---

(1) G. Hubbard : Histoire Contemporaine de l'Espagne. t. I. p. 152.

Chili. En 1821, le général O'Donoju se voit forcé, par le traité de Cordova, d'évacuer le Mexique avec toutes ses troupes. Enfin Bolivar, le glorieux Libérateur, après des guerres heureuses, parvient à émanciper le Vénézuela, la Nouvelle-Grenade, le Pérou. Le 8 déc. 1824, son lieutenant, le général Sucre, remporte la mémorable et décisive victoire d'Ayacucho : c'en est fait désormais de la domination espagnole dans ses colonies d'Amérique.

II.

Un événement aussi capital ne pouvait pas laisser l'Europe indifférente. Ces colonies, si longtemps fermées à tout commerce avec le reste du monde, capables maintenant de trafiquer librement des richesses de leur sol et de leur industrie, n'allaient-elles pas jeter le trouble dans les rapports économiques déjà existants ? Ces républiques, toutes vibrantes encore de leur glorieuse émancipation, ne deviendraient-elles pas de redoutables rivales pour les monarchies absolues du vieux Continent ? Le nouvel état de choses en Amérique n'était-il pas un danger pour le commerce, une

menace pour la politique des anciens états? Il y avait, pour l'Europe, une évidente nécessité d'intervenir; quelle que fût son opinion sur le mouvement qui se produisait dans l'Amérique du Sud, elle devait prendre ses précautions: soit qu'elle aidât l'Espagne à rétablir une autorité de plus en plus chancelante au-delà de l'Océan, soit qu'elle sanctionnât les faits accomplis par la reconnaissance de l'indépendance des états nouveaux, l'Europe ne devait pas perdre de vue le continent américain: son intérêt même ne lui permettait pas de se désintéresser de ces évènements. Et cependant l'Europe, ou tout au moins les hommes d'État européens, ne semblent pas se douter de la gravité de la situation. Ils ne voient, dans les Américains, que des bandits, des brigands, dont la force armée aura facilement raison; ils s'illusionnent sur la nature de leur agitation. "On a l'air d'ignorer, de se douter à peine qu'il y a une Amérique; on l'a laissée aller comme elle a voulu, elle a pris son parti et a fort sagement fait, la voilà arrivée au but." (1) Le

(1) Abbé de Pradt: L'Europe et l'Amérique en 1821. (publié en 1822) t. II. chap. XXI. p. 144.

continent européen a été surpris par le continent américain ; il n'a pas vu, ou a vu trop tard, qu'il y avait une Amérique ; une seule Puissance, en Europe, l'a vu : l'Angleterre a compris tout à la fois l'énergie indomptable des Américains, l'indifférence de l'Europe ; elle saura en profiter.

III.

C'étaient alors les beaux jours de la Sainte-Alliance : c'était l'époque où souverains et diplomates se réunissaient en congrès pour y décider des destinées de l'Europe. Autour du solennel tapis vert se réglaient toutes les questions : là on avait décrété la chute de Napoléon et donné une nouvelle charte à cette Europe que le Conquérant voulait pour lui seul ; là on avait admis la France à prendre part au Concert européen, là on allait écraser les révolutions d'Italie et d'Espagne, on allait méditer sur l'intégrité de l'Empire ottoman. Il semblait donc que la question de l'insurrection des colonies espagnoles se poserait tout naturellement dans un de ces fameux congrès et que le Concert européen y prendrait les

mesures nécessaires pour étouffer là, comme ailleurs, « l'hydre de la révolution. »

Mais l'évènement devait montrer combien cette Sainte-Alliance, cette union politico-religieuse des souverains d'Europe était peu solide et peu sincère. On verra, par la suite des faits qui se rapportent à la reconnaissance de l'indépendance des colonies espagnoles, qu'en cette affaire, les différents états se laissèrent guider par leur propre intérêt avant tout. C'est ce qui ressort clairement de la première démarche diplomatique faite par l'Espagne, relativement à cette question: rongée par les discordes politiques, minée par la récente invasion de Napoléon, elle ne pouvait soumettre seule ses colonies rebelles. L'Empereur de Russie le comprenait; il ne voulut pas abandonner la cause d'un roi qui était son allié, son client. Alexandre I exerçait alors une véritable hégémonie en Europe; c'était lui qui avait porté le grand coup à l'Empereur Napoléon et qui, du fond de l'Orient, avait entraîné tous les souverains dans la croisade contre leur puissant ennemi: c'était lui qui, par son influence et le prestige de sa victoire, avait présidé les assises solennelles

où les diplomates avaient jeté les bases d'une nouvelle Europe, c'était lui qui avait lié les rois par les bienfaisants préceptes de la Sainte-Alliance et qui rêvait de transformer l'Europe en un royaume de paix, de bonheur et de richesse. Il se considérait comme l'appelé de Dieu, destiné à soutenir partout et toujours les droits des royautés légitimes, à écraser les révolutions, hostiles à l'ordre établi. Il voyait du reste un intérêt plus matériel à secourir l'Espagne. grâce à elle, il surveillait, il pouvait dominer, au besoin, le Portugal, véritable colonie anglaise sur le Continent. Les malheurs de l'Espagne devaient donc toucher Alexandre et l'inciter à faire appel à la charité des adeptes de la Sainte-Alliance.

C'est pourquoi, à l'instigation de M. de Tatitscheff, ambassadeur de Russie à Madrid, le roi Ferdinand VII se décide à réclamer l'appui de la Sainte-Alliance pour restaurer l'ordre dans ses domaines. Et, pour appuyer cette demande, Alexandre adresse, au mois de janvier 1818, un memorandum aux grandes cours européennes pour les déterminer à prendre des mesures

collectives contre les colonies espagnoles. Il pouvait penser que sa requête serait favorablement accueillie par les gouvernements : on était au lendemain des traités de 1815 qui avaient effacé en Europe les traces de la tourmente révolutionnaire ; les souverains, inquiets de la solidité de leurs trônes, s'étaient juré une assistance mutuelle pour défendre les principes proclamés à Vienne. Ils ne pouvaient pas se refuser à secourir un de leurs frères, menacé dans ses légitimes possessions ; ils devaient, en proclamant leur solidarité, faire régner l'ordre en Amérique.

IV.

L'Angleterre vint rompre une si belle harmonie. L'Europe avait cru compter sur elle ; elle montra qu'elle avait sa politique particulière, imposée par sa situation géographique, par la nature de ses intérêts et qu'aucune considération continentale ne pouvait l'en faire dévier.

L'Angleterre est une île : c'est là tout le secret de sa politique. La nécessité de vivre lui a fait une obligation de franchir ces mers qui, loin de lui être une barrière,

collective contre les colonies espagnoles. Il pensait pouvoir. Que sa requête serait favorablement accueillie par les gouvernements; on était au lendemain des traités de 1815 qui avaient effacé en Europe les traces de la tourmente révolutionnaire; les souverains, unis par la solidarité de leurs trônes, s'étaient juré une assistance mutuelle pour défendre les principes proclamés à Vienne. Ils ne pouvaient se refuser à secourir un de leurs frères, même dans ses lointaines possessions; ils devaient, en combattant l'insurrection, faire régner l'ordre en Amérique.

IV

L'Angleterre [illegible] une si belle harmonie. L'Europe avait eu à compter avec elle; elle montra qu'elle avait sa politique particulière, imposée par sa situation géographique, par la nature de ses intérêts et qu'aucune considération sentimentale ne pouvait l'en faire dévier.

L'Angleterre est une île: c'est ce qui lui permet d'avoir sa politique. La nécessité de vivre lui a fait une obligation de franchir les mers qui [illegible] d'une manière, [illegible]

sont devenues l'élément le plus puissant de son prodigieux développement. Située à l'ouest du Continent Européen, elle le domine et le surveille. À son gré, elle peut vivre de la vie du continent, ou, s'isolant sur elle-même, s'abstraire dans ses propres affaires. Elle peut mettre l'Europe en feu et profiter de ses dissensions pour conquérir un empire colonial : c'est la politique qu'elle a suivie au XVIIIe siècle. Elle est comme un oiseau de proie toujours planant au-dessus de l'Europe, toujours prêt à fondre sur le morceau que les divisions ou l'inertie des gouvernements lui auront laissé prendre. Napoléon, en unifiant l'Europe, en cherchant à constituer un immense empire, l'avait menacée dans son existence même. Sa ruine était pour elle une question de vie ou de mort. Le monde ne pouvait contenir Napoléon et le peuple Anglais : l'un devait tuer l'autre ; le peuple l'emporta sur l'Empereur. Pour y arriver il avait fait alliance avec les Espagnols, les derniers des Européens à résister à Napoléon, les premiers à l'ébranler. Les Anglais avaient fait trêve

à leurs anciennes querelles avec les maîtres d'un empire où le soleil ne se couchait pas, ils s'étaient alliés aux Espagnols, leur avaient fourni des hommes et de l'argent, et avaient enfin réussi à reformer une coalition générale sous laquelle succomba leur terrible ennemi. Ils avaient sauvé l'Europe, ou, tout au moins, les souverains d'Europe. Mais ils n'entendaient nullement s'inféoder à la politique européenne. Ils avaient renversé Napoléon parce que Napoléon menaçait leur empire colonial dont les produits étaient proscrits des marchés d'Europe. Une fois le danger passé, ils reprennent leur liberté d'action : ils ne veulent pas subordonner leurs intérêts à ceux de l'Autriche ou de la Russie. Ils avaient fait alliance avec l'Espagne ; mais cette alliance était toute continentale et, née du péril napoléonien, elle ne pouvait guère lui survivre.

Cependant le gouvernement Anglais était encore l'ami officiel, sinon sincère, du gouvernement espagnol et il n'avait pas pu rester indifférent à la situation difficile dans laquelle son allié se trouvait engagé : dans les débuts de l'insurrection des colonies américaines, en 1810, le Cabinet

de Saint-James avait offert sa médiation à la cour de Madrid ; mais la puissante corporation des marchands de Cadix avait fait échouer l'arrangement qui devait être conclu sur la base de la liberté du commerce. Les marchands espagnols comprenaient que c'en serait fini de leur prospérité du jour où ils auraient à subir la concurrence des marchands anglais. La Cité, en effet, escomptait déjà les gros bénéfices que lui rapporterait l'ouverture des marchés de l'Amérique du Sud. L'opinion publique anglaise ne voyait pas sans satisfaction les efforts des Américains pour la liberté ; des volontaires s'en allaient mourir pour l'indépendance américaine, comme d'autres le feront plus tard pour l'indépendance grecque ; tout un mouvement se produisait alors dans la nation anglaise en faveur des colons révoltés.

Il est vrai que les chefs du gouvernement britannique n'étaient pas alors dans les mêmes sentiments : Lord Castlereagh, l'ami du Prince de Metternich, Lord Wellington, commandant en chef de l'armée d'occupation en France, étaient de chauds partisans de la politique

inaugurée à Vienne: Hors tous les deux, amis des souverains et des diplomates de la Sainte-Alliance, ils étaient les représentants de la réaction absolutiste qui sévissait à ce moment en Europe. Mais ils ne pouvaient cependant pas marcher à l'encontre des volontés du peuple anglais: le Parlement était là qui contrôlait tous leurs actes, approuvait ou rejetait leurs décisions. c'était lui qui les avait empêchés d'engager l'Angleterre dans la Sainte-Alliance, alliance dont le vague mysticisme pouvait l'entraîner à intervenir, contre son gré, dans les affaires continentales. Et maintenant encore, au commencement de 1818, alors que la nation anglaise ne cachait pas ses sympathies, peu désintéressées d'ailleurs, pour les colonies d'Amérique, les ministres britanniques se voyaient empêchés de coopérer à une action commune qui aurait pour but de les remettre sous le joug espagnol. Aussi, pour toutes ces raisons, politiques, coloniales, commerciales, refusèrent-ils d'adhérer à la proposition que leur fit en ce sens l'Empereur de Russie.

V.

L'abstention de l'Angleterre

était un obstacle à toute action commune de l'Europe en Amérique. C'était là un fait grave dont les cabinets ne calculèrent peut-être pas la portée : En réalité l'unanimité du concert européen était détruite, la Grande-Bretagne s'en détachait pour jouer seule sa propre partie. Les hommes de la Sainte-Alliance, absorbés par les affaires du Continent, ne comprirent pas le péril qui pour eux grandissait au-delà des mers et que le peuple Anglais augmentait par son attitude particulière. La Russie seule avait agi parce qu'elle avait intérêt à conserver l'amitié de l'Espagne. Mais la France, la rivale de l'Angleterre sur les mers, employait alors toutes ses ressources à se libérer de l'occupation étrangère. Metternich travaillait à faire régner l'absolutisme et la crainte de l'Autriche en Allemagne ; la Prusse n'était encore qu'une humble carriole roulant dans l'ornière du carrosse autrichien. L'Europe par ignorance, ou par impossibilité, se désintéressait de la question hispano-américaine. Mais cependant Castlereagh ne tenait pas

+ et en Italie [illegible]

à rompre ouvertement avec l'Europe et à s'aliéner l'Espagne : Il envoya, dans les premiers mois de l'année 1818, le duc de Wellington à Madrid pour offrir la médiation anglaise à Ferdinand VII : l'Amérique du Sud serait divisée en plusieurs gouvernements indépendants à la tête de chacun desquels serait placé un prince de la dynastie royale. Ferdinand refusa ; aveuglé par sa royauté absolue, plein d'orgueil en pensant à l'immense empire que lui avaient légué ses prédécesseurs, il exigeait une soumission pure et simple de ses sujets révoltés. S'il avait voulu faire de sages concessions, il aurait encore pu sauver quelques débris de son empire, alors qu'en 1818, il occupait encore le Mexique, la Colombie, le Pérou. Par ses prétentions irréfléchies il perdit tout.

VI.

Si à ce moment, le cabinet anglais avait encore pu douter de l'inutilité d'une pareille démarche, il en aurait été averti par une parole prophétique qui lui arriva vers cette époque de l'autre côté de

l'Océan : au mois de juin 1818, le gouvernement des États-Unis avait confié à l'ambassadeur anglais accrédité auprès de lui qu' « aucune intervention ne serait suivie de succès, si elle ne conseillait d'une manière absolue et sans réserve la reconnaissance de l'indépendance des colonies. »[1] Le Continent du Nord, qui avait réussi à arracher sa liberté au vieux Continent sentait que le continent du sud était résolu, lui aussi à conquérir son indépendance. « Cette déclaration donna à l'Angleterre l'appui qu'elle désirait trouver parce qu'elle ne voulait, dans aucun pays, de l'action commune des Puissances, et, moins que partout ailleurs, dans ces territoires où se trouvaient ses intérêts les plus considérables. »[2]. De cette époque date l'entente anglo-américaine qui devait assurer l'indépendance des colonies espagnoles.

VII.

Cependant les Cabinets

---

(1) Gervinus : Histoire du 19e siècle. t. 9. p. 260. (trad. Minssen).
(2) Gervinus : op. cit. t. 9. p. 260.

l'Océan : Au mois de juin 1848, le gouvernement des Etats-Unis avait enjoint à l'ambassadeur anglais accrédité auprès de lui qu'"aucune intervention ne serait admise de succès, si elle ne consacrait d'une manière absolue et sans réserve la reconnaissance de l'indépendance des colonies." (2) Le Continent du Nord, qui avait tiré d'avance la liberté au vieux Continent pensait que le continent du sud était résolu lui aussi à conquérir son indépendance. Cette déclaration donna à l'Angleterre l'espoir qu'elle devait obtenir parce qu'elle ne voulait, dans aucun pays, de l'action commune des puissances, et, même que partout ailleurs, dans les contrées où [illegible] les intérêts les plus considérables, [illegible] De cette époque date l'entente anglo-américaine qui devait achever l'indépendance des colonies espagnoles.

VII

Cependant les Cabinets

(1) Gervinus : Histoire du XIXe siècle. T. 9. p. 250 ; (trad. Minssen)
(2) Gervinus : op. cit. t. 9 p. 260

d'Europe avaient décidé de réunir un congrès à Aix-la-Chapelle pour y discuter la question de la libération du territoire français. Il était vraisemblable que l'on s'y occuperait de la question des colonies espagnoles. Le roi d'Espagne avait désigné le chevalier Zéa Bermudez comme son ministre plénipotentiaire. Mais les Anglais qui, pour le moment, tenaient à ce que l'affaire ne fût pas sérieusement agitée, avaient insisté pour que seuls les signataires du traité de Chaumont pussent siéger à Aix-la-Chapelle : l'Espagne se trouvait donc exclue et le congrès ne prit, en effet, aucune décision à son égard. « Sur cette question, les vues de l'Angleterre et de la Russie étaient trop divergentes pour qu'on pût arriver à un résultat. »(1) En réalité la question avait été escamotée par les Anglais et l'éloignement de l'Amérique faisant oublier le danger, les diplomates ne s'en étaient pas inquiétés. Quant aux Anglais, ils ne voulaient rien précipiter; persuadés qu'il suffisait de laisser prendre aux événements d'Amérique leur cours

(1) Baron de Viel-Castel = Histoire de la Restauration. t. VII. Chap. 43. p. 87.

naturel, ils s'enfermaient dans une stricte neutralité; ils y voyaient l'avantage de ne pas attirer l'attention de l'Europe sur cette partie du monde, de laisser l'Espagne s'affaiblir dans ses propres discordes, et de se ménager l'amitié des révoltés américains. C'est dans ces intentions que Lord Castlereagh fait voter en 1819 le foreign enlistment bill: les Anglais s'engageaient à ne pas fournir officiellement des hommes et des munitions de guerre aux habitants de l'Amérique du Sud.

VIII.

D'ailleurs la fortune allait singulièrement favoriser les Anglais. Le roi Ferdinand VII, livré à ses propres ressources pour soumettre ses colonies, avait réuni, en 1819, une grande armée dans l'île de León, près de Cadix. Mais, faute de moyens de transport, les troupes y étaient demeurées près d'une année. Pendant ce temps, les chefs du parti constitutionnel réussirent à gagner les soldats, et le 1er janvier 1820, à la voix du capitaine Riego, l'armée se soulevait: l'Espagne suivit, et, le 7 mars, Ferdinand était obligé d'accepter la constitution démocratique

de 1812. Et dès le mois de juillet les Cortès travaillaient à détruire tout ce que le despotisme du roi avait élevé ! Ainsi les colonies révoltées voyaient la révolution bouleverser cette métropole qui avait prétendu les asservir de nouveau. La mère-patrie, affaiblie par ces luttes intestines, absorbée par sa politique intérieure, perd de plus en plus son autorité au-delà des mers ; par sa décomposition, « elle hâte le développement complet de l'indépendance en Amérique. »(1)

Les Cortès, en effet, ne montrèrent pas plus de sagesse que le roi absolu, dans cette difficile affaire. Au lieu de ramener à elles les colons par d'habiles concessions et de leur donner la plus grande part de liberté possible, elles se les aliénèrent par leur inaction et leur arrogance. Le 24 juin 1821, les députés américains avaient présenté aux Cortès une requête « digne et conciliante, mais très précise et très énergique »(2) sur les défauts de la constitution espagnole telle qu'elle était

(1) Gervinus. op. cit. —.
(2) Gervinus. op. cit. t. 10. —.

appliquée aux colonies; ils y exposaient le tableau de toutes les souffrances des Américains; pour y remédier ils proposaient de diviser l'Amérique en trois ou quatre parties ayant chacune des institutions représentatives; c'était peut-être le moyen de pacifier les colonies; c'était, en tous cas, un dernier appel adressé par les révoltés eux-mêmes à la mère-patrie pour conserver quelques liens avec elle. L'appel ne fut pas entendu, la requête fut repoussée; l'Amérique était perdue pour l'Espagne, par l'Espagne. L'imminence même du danger n'avait pas ouvert les yeux aux Espagnols: Au mois d'août 1821, leur général O'Donoju avait été obligé par Yturbide de signer le traité de Cordova et de se retirer du Mexique avec toutes ses troupes. Les Cortès décident que le traité sera nul et non-avenu et ordonnent, le 13 fév. 1822, au ministre Martinez de la Rosa d'envoyer aux Puissances une note d'après laquelle le gouvernement espagnol considérera comme une violation des traités toute reconnaissance partielle ou totale de l'indépendance des colonies.(1) Au lieu de chercher à se concilier les colons poussés à la

(1) Gervinus: op. cit. t. X p. 21.

révolte par l'absolutisme royal. les Cortès constitutionnelles se montrant aussi fanatiques et aussi étroites que le roi. elles rompent, par leur propre faute, les derniers liens qui pouvaient subsister entre les colonies et la métropole. les Américains, comprenant que toute transaction est devenue impossible, poursuivent dès lors leurs luttes avec une infatigable ardeur : c'est l'époque où Bolivar organise la république de Colombie ; déjà le Buenos-Ayres, le Paraguay, le Chili ; le Mexique sont libres ; la plus grande partie de l'Amérique du Sud est indépendante de fait.

IX.

C'était le moment qu'avaient choisi les Etats-Unis de l'Amérique du Nord pour reconnaître officiellement cette indépendance. Libre de tous engagements, à l'abri de toutes les compromissions que le voisinage des Etats européens avait amenées entre eux, la jeune république ne devait compte à personne de ses actes et n'avait pas à s'inquiéter de susceptibilités étrangères. Sa politique ne se compliquait pas d'aspirations mystiques, elle ne lui était pas imposée par des traditions gênantes. son passé, qui datait d'hier, c'était le triomphe

d'hommes libres qui avaient refusé de se soumettre aux prétentions tyranniques de leur mère-patrie ; gens de commerce et d'industrie avant tout, les Américains du Nord, conscients de l'importance de leur situation dans le monde et du rôle qu'ils pouvaient être appelés à jouer, voulaient la liberté complète. Et maintenant, ils voyaient ce même sentiment éclater chez les Américains du Sud : leur devoir n'était-il pas de donner la main à ces frères qui s'efforçaient de suivre leurs traces ? leur intérêt n'était-il pas d'arriver les premiers sur les marchés de l'Amérique du Sud et d'y établir, avant toute concurrence, de solides relations commerciales ? Ce sont ces considérations qui amenèrent le Président Monroë à recommander, le 8 mars 1822, au Congrès, de reconnaître l'indépendance des colonies espagnoles. Le Comité, nommé pour étudier la question, déclara « que, puisque les nations de l'Amérique du Sud étaient de facto indépendantes, les reconnaître n'était autre chose que de dire la simple vérité. »(1) La Chambre américaine adopta cette proposition et dès le

(1) Gervinus. op. cit. t. X. p. 131.

mois suivant (avril 1822), elle reconnaissait officiellement l'indépendance des États de l'Amérique du Sud.

C'était là un événement considérable, dont les conséquences n'échappèrent pas aux diplomates européens: désormais il fallait compter avec le gouvernement de Washington. Les États-Unis avaient fait la loi à l'Europe; en reconnaissant les États hispano-américains, ils les ont pris sous leur protection, ils les ont soustraits à l'influence européenne, à l'action de la Sainte-Alliance. Le nouveau monde se dresse en face de l'ancien.

A dater de ce moment, l'affaire des colonies espagnoles entre dans une nouvelle phase: jusqu'alors l'Europe ignorait l'Amérique du Sud, elle écoutait d'une oreille distraite les bruits qui lui venaient de l'autre rive de l'Océan. Elle avait écarté de ses congrès toute discussion relative à cette partie du monde, malgré les appels de l'Espagne et les manoeuvres suspectes de l'Angleterre. Désormais la question se pose devant elle dans toute sa gravité. Malgré l'Europe et contre l'Europe, elle devient européenne, comme la question des révolutions de Grèce et d'Italie. La reconnaissance

bien

proclamée par les États-Unis, a forcé l'attention de l'Europe.

X.

C'est à ce moment que paraissent deux hommes qui vont jouer le premier rôle dans toute cette affaire: la politique de l'un influera sur la politique de l'autre et provoquera en elle un changement fatal pour la Sainte-Alliance.

Au mois de janvier 1822, M. de Villèle succédait, comme Président du Conseil des Ministres en France, au duc de Richelieu. Il était connu pour ses sentiments ultra-royalistes; il avait fait partie de la Chambre Introuvable, il apportait au pouvoir ces principes d'absolutisme chers au coeur du Prince de Metternich. En Angleterre, Lord Castlereagh, qui s'était suicidé au mois d'août 1822, fut remplacé dans la direction du Foreign-Office par George Canning: celui-ci allait se montrer l'adversaire acharné de Metternich et de Villèle: son ministère ne sera qu'une longue lutte contre la Sainte-Alliance. La question des colonies espagnoles va lui permettre de développer toute sa politique et d'affirmer des

principes en complète opposition avec ceux qui dirigeaient alors les cabinets d'Europe.

Pour bien comprendre le caractère de Canning, il faut partir de ce point qu'avant tout il est Anglais; c'est un Tory, il est vrai, c'est-à-dire un membre du parti conservateur; mais il ne l'est pas comme un Wellington ou un Liverpool; élève de Pitt, il s'élève au-dessus des querelles de partis pour suivre une politique anglaise et nationale; il s'appuie sur le peuple anglais, il veut lui donner la prospérité ~~et~~, il veut assurer sa suprématie dans le monde. il poursuit le développement de la plus grande Angleterre. Aussi est-il conduit à quitter la ligne politique suivie par son prédécesseur Lord Castlereagh; avant lui, l'Angleterre n'était qu'un membre du directoire européen formé contre Napoléon et les principes révolutionnaires. avec lui l'Angleterre va se dégager des entraves continentales et ne plus consulter que son propre intérêt: "(1) Au lieu de faire des intérêts de l'union des souverains européens, la principale considération de la politique anglaise, M. Canning,

---

(1) Stapleton: The political life of George Canning. 2e éd. London. 1831. 3 vol. 8o. - t I. chap. III.

étant un homme d'État anglais, résolut de consulter plus particulièrement les intérêts de la Grande-Bretagne elle-même. »

Mais tout en étant anglais, Canning était un diplomate d'une habileté supérieure. Il comprit qu'il ne fallait pas heurter de front la Sainte-Alliance par une trop brusque volte-face ; il devait temporiser et n'agir qu'aux heures opportunes. Comme l'a dit Stapleton, son secrétaire particulier, « [1] Ce n'était pas en passant violemment d'une politique de soutien à un système d'opposition active envers cette alliance qu'il aurait pu obtenir des résultats salutaires. Un passage soudain de ce parti à un autre aurait infailliblement provoqué l'explosion du parti démocratique en élevant ses espérances et aurait ainsi produit ce même mal qu'il était destiné à écarter. La dissolution de l'alliance devait s'effectuer graduellement, en lui retirant l'appui de l'Angleterre, et la balance devait être tenue, « non seulement entre les nations rivales, mais aussi entre les principes opposés, » ne donnant la prépondérance à aucun, mais

---

(1) Stapleton = political life. t. I. chap. III.

favorisant plutôt le côté libéral, parce que les anti-libéraux étaient alors les plus forts. » Et le confident du ministre anglais ajoute : « Ceci, c'est la clé de la politique de M. Canning, la base du système qu'il a adopté. » George Canning fut ainsi amené, autant par l'effet des circonstances que par la nature de ses opinions, à jouer le premier rôle dans l'affaire des colonies espagnoles.

XI.

Il fut d'ailleurs obligé d'entrer en scène dès les premiers jours de son ministère. L'Espagne elle-même lui donna l'occasion d'agir et lui permit de déterminer nettement l'attitude nouvelle de l'Angleterre. Au mois de juillet 1822, Ferdinand VII, las des Cortès qui lui étaient imposées depuis deux ans, avait voulu recouvrer son pouvoir absolu. Mais loin de réussir dans son coup d'État, il fut obligé de subir un ministère composé d'exaltados, qui donnèrent une allure révolutionnaire au gouvernement espagnol. Les partisans du roi absolu, les apostoliques, considérant leur souverain comme prisonnier et dans l'impossibilité de régner, s'étaient emparés de la citadelle d'Urgel et

y avaient installé une régence en son nom. Le roi Louis XVIII, le plus proche voisin de Ferdinand VII, ne pouvait pas rester indifférent à son sort malheureux. L'Empereur Alexandre, qui s'était montré si chaud partisan de la cause royale en Amérique, devait considérer que son honneur était engagé à ne pas l'abandonner en Espagne même. Metternich était naturellement disposé à étouffer "l'hydre de la révolution" partout où elle paraissait. Castlereagh, encore au pouvoir au moment où ces événements se passaient, se joindrait aussi au concert européen, et ainsi; fidèle au principe d'intervention posé le 15 nov. 1818 à Aix-la-Chapelle, la Sainte-Alliance des Souverains, maîtresse suprême des destinées de l'Europe, rendrait à Sa Majesté Catholique les insignes du pouvoir que lui avaient arrachés les révolutionnaires.

Il fallait aviser aux mesures à prendre: un congrès se réunit à Vérone au mois d'octobre 1822. — Metternich avait toujours à parler des troubles d'Italie et l'insurrection grecque, qui avait éclaté vers la fin de 1821, commençait à inquiéter les diplomates. Mais l'affaire d'Espagne devait être le principal sujet de discussion de cette réunion et les —

décisions qui y furent prises eurent un contre-coup décisif sur les colonies espagnoles. La politique alors suivie par les cabinets du continent dicta sa conduite au Foreign-Office et de leurs efforts combinés pour rétablir un roi absolu sur son trône s'ensuivit tout naturellement la reconnaissance par l'Angleterre de l'indépendance de l'Amérique du Sud.

XII.

C'est dans ces circonstances que s'ouvrit le congrès de Vérone : les souverains de Russie, d'Autriche, de Prusse s'y trouvaient en personne, entourés de tout un état-major de diplomates, au milieu desquels resplendissait le puissant Prince de Metternich, le rival heureux de Napoléon, l'arbitre des destinées de l'Europe. — Louis XVIII s'était fait représenter par son ministre des affaires étrangères, M. de Montmorency, auquel avaient été adjoints les ambassadeurs à Londres: M. de Chateaubriand, à Saint-Pétersbourg: M. de La Ferronnays, à Vienne: M. de Caraman. Le principal plénipotentiaire anglais était le duc de Wellington. Vérone voyait réunis dans ses murs tous les diplomates fameux de la vieille Europe, grands seigneurs

élégants, fastueux, pleins de la politesse des cours, unissant le goût du plaisir à l'habitude des affaires, et tenant vraiment entre leurs mains le sort des nations.

M. de Villèle, depuis qu'il était arrivé au pouvoir s'était préoccupé de la question des colonies espagnoles. S'il était toujours attaché à la doctrine absolutiste prêchée et mise en action par Metternich, il n'avait pas été long à comprendre que les colonies échappaient complètement à l'influence de la métropole et que l'Espagne était incapable, livrée à ses propres forces, d'y rétablir sa domination. Il avait pressenti les dangers que la révolution dans le nouveau-monde, stimulée par la révolution dans la péninsule ibérique, pouvait faire courir à l'Europe : il avait démêlé clairement, en même temps que Canning, quel était l'intérêt de l'Angleterre dans cette affaire : il la voyait, profitant de l'émotion produite en Europe par la révolution d'Espagne, cueillir les fruits de la révolution d'Amérique. Aussi pensait-il qu'il était de la dernière importance de s'occuper en même temps des colonies et de la métropole, pour arrêter le flot des idées nouvelles et pour empêcher l'Angleterre d'agir isolément. Dès

le mois de sept. 1822 il faisait part de ses vues à Montmorency; sa lettre est importante, car elle montre la clairvoyance du premier ministre français et elle laisse apparaître ses craintes, craintes qu'un avenir prochain ne devait que trop justifier: «(1) Ce serait peut-être la meilleure manière de procéder à l'égard de cette épineuse affaire (les colonies espagnoles) que de charger les cinq ministres à Madrid des cinq grandes Puissances de faire au gouvernement espagnol une communication tendant à demander que ce gouvernement fasse connaître les intentions et les moyens qu'il veut employer pour pacifier ses colonies, lui offrir la médiation des alliés pour obtenir ce résultat sur des bases raisonnables, enfin lui signifier que les alliés se regarderont comme dégagés à son égard de tout ménagement et aviseront, sans sa participation, aux moyens de pacifier cette partie du monde, s'ils repoussait l'ouverture de concourir à ce but indispensable à la paix générale que les membres de la Sainte-Alliance veulent conserver. Je crois que les Puissances devraient convenir entre

---

(1) Mémoires de M. de Villèle: t. III. p. 69. – Villèle au vicomte de Montmorency à Vienne. Paris, mercredi le 23 sept. 1822. –

elles que, pour éviter tout motif de division possible et agir avec le désintéressement qui peut seul maintenir et honorer la Sainte-Alliance, un premier point doit être arrêté avant d'entrer dans cette négociation, c'est qu'aucune des Puissances ne retiendra rien pour elle dans ces colonies et qu'aucune ne réclamera pour son commerce un avantage qui ne soit commun à toutes les autres nations....... Pour les républiques établies à Colombie et autres parties du continent, on pourrait chercher les moyens de les pacifier en consentant à reconnaître leurs gouvernements à mesure que leur organisation et leur marche paraîtraient offrir assez de garanties qu'ils se maintiendront sans troubles et sans compromettre la paix générale. Vous me direz que c'est là éluder, mais non résoudre, la difficulté de la pacification de la péninsule, bien plus importante au repos de l'Europe, bien plus intéressante pour le congrès que celle de l'Amérique. Je réponds au contraire qu'il me paraît que c'est en intervenant dans un point évidemment de leur compétence dans un but évidemment utile et pacifique, que les Puissances pourront bien mieux assurer réellement la paix et le retour à

un ordre politique raisonnable dans la Péninsule, qu'en commençant par des hostilités. Examinez tous les autres moyens de résoudre cette diabolique question de la péninsule et des colonies; car si vous les scindez, vous restez en définitive dupes de l'Angleterre."

Villèle avait mesuré toutes les conséquences de la révolution du nouveau-monde; il comprenait qu'il était urgent pour l'Europe de prendre une décision. La meilleure, suivant lui, était que la Sainte-Alliance prît l'affaire en mains, proposât ou même imposât sa médiation à l'Espagne qui met (1) "la moitié du monde dans le chaos par suite de ses folies et de sa faiblesse" et reconnût au besoin les colonies qui étaient déjà indépendantes de fait. On peut voir aussi dans sa lettre le profond désir qu'il avait d'agir pacifiquement et de ne pas compromettre irrémédiablement le succès d'une médiation de la Sainte-Alliance par une intervention armée en Espagne. Ce qu'il craignait par dessus tout, c'était de voir l'Angleterre marcher de son côté et, pendant tout le congrès de Vérone, il ne cesse de presser

(1) Mémoires de Villèle. Lettre à Montmorency. 12 oct. 1822. t. III.

Montmorency d'éviter cette dissidence par une action commune des Puissances : «(1) Que le congrès ouvre avec la métropole une négociation dans l'objet de s'expliquer avec elles, pour régler définitivement l'état de ses colonies ou que les grandes Puissances, vu l'état de la métropole et des colonies, conviennent de reconnaître l'indépendance successive de tous les États qui s'organiseront dans ces dernières. C'est la chose la plus juste et la plus politique que puisse faire le congrès, parce que c'est celle, je crois, qui tire de la position ce qu'elle peut avoir de populaire et de profitable, en même temps qu'elle pourvoit à plus d'un danger, celui d'une désorganisation trop forte sur le globe, et celui de l'intérêt de l'Angleterre à s'isoler des autres, tant que cette grande décision n'aura pas été prise. Mon opinion est que cette question est mûre et qu'elle doit être décidée. »

Mais le correspondant de M. de Villèle était loin de partager ces opinions, et l'on peut dire, sans hésiter, qu'il manqua à tous ses devoirs en ne suivant pas les instructions de son chef. Le premier ministre, qui avait compris l'intérêt

(1) Mém. de Villèle. t. III. lettre à Montmorency du 12 oct. 1822.

capital qu'il y avait pour l'Europe à englober l'Espagne et ses colonies dans une même discussion, avait ordonné à Montmorency de ne pas se faire le "rapporteur" de la question d'Espagne et de ne pas présenter la révolution de la péninsule comme intéressant exclusivement la France. Montmorency, au lieu d'adopter cette prudente attitude présenta, au congrès, le 20 oct., une note dans laquelle il montrait le danger que le voisinage de la révolution faisait courir à la France, et demandait aux Puissances ce qu'elles comptaient faire si le gouvernement de Louis XVIII était obligé de retirer son ambassadeur de Madrid. La réponse de la Russie fut catégorique: une intervention militaire était indispensable. L'Autriche et la Prusse, tout en jugeant de même, demandaient que l'on discutât les conditions de l'intervention. Wellington répondit simplement que l'Angleterre y opposait un refus formel. Sur la proposition de Metternich, il fut décidé que les Puissances enverraient à leurs ambassadeurs à Madrid des notes leur enjoignant de réclamer, avec la dernière énergie, la restitution de son pouvoir souverain à Ferdinand VII, et, en cas de refus, de demander leurs passeports.

Ainsi Montmorency avait

complètement désobéi aux instructions de Villèle : il s'était réellement fait le "rapporteur" de la question d'Espagne, l'instigateur de l'intervention de la Sainte-Alliance dans la péninsule, et il avait laissé de côté la question des colonies. Villèle s'était efforcé de lui montrer la nécessité de les traiter conjointement. Montmorency les disjoignit et se laissa enguirlander par Metternich et l'Empereur Alexandre.

Le 23 oct. il rend compte à M. de Villèle d'une conversation qu'il vient d'avoir, au sujet des colonies espagnoles, avec M. de Metternich : «(1) Il ne balança pas à me déclarer qu'il ne croyait pas qu'on dût s'en occuper au congrès ; il se récria sur l'impossibilité de donner, par une proposition de médiation, quelque preuve d'égards ou de bienveillance à un gouvernement qu'on devrait plutôt proscrire, séquestrer de tout rapport, et qu'il faudrait mettre "hors du ban de l'humanité" (ce fut son expression), si l'on n'était retenu par des considérations de prudence dans l'intérêt même des alliés.» L'Empereur de Russie avait là-dessus les mêmes idées. Il dit à Montmorency «(2) que tout en partageant ses soupçons, ses craintes sur

(1) Mém. de Villèle - T. III. Montmorency à Villèle. 23 oct. 1822.
(2) Mém. de Villèle - T. III. Montmorency à Villèle. 24 oct. 1822.

l'Angleterre, il ne croyait pas que l'on dût actuellement compliquer les autres affaires par celle-ci ; qu'il fallait ajourner, et terminer d'abord quelque chose pour la métropole ; que plus tard on pourrait voir s'il y avait moyen de proposer une médiation et qu'il persistait à ne pas penser qu'on dût s'en occuper en ce moment. » Et Montmorency s'était laissé gagner à cette politique de courte vue et de temporisation. Au lieu d'établir, comme l'en avait tant pressé son chef, la nécessité absolue, pour la Sainte-Alliance, de résoudre un conflit qui menaçait de l'ébranler, il se laisse persuader par la Russie et l'Autriche qu'elles n'ont aucun intérêt dans l'affaire d'Amérique ; il veut le démontrer à Villèle : « (1) Votre bon esprit, qui sait admettre et peser les considérations opposées à sa propre opinion, n'est-il pas, en effet, frappé de celle qui nous semble ici tout-à-fait décisive ? Comment espérer que deux gouvernements, tout-à-fait désintéressés pour leur propre compte, à cause de l'éloignement et de l'absence du commerce, vont sacrifier, pour les avantages très réels que le nôtre pourrait s'en promettre, et une certaine manière d'entendre leur propre dignité, et

(1) Mém. de Villèle – t. III. Montmorency à Villèle.

surtout ce principe conservateur, auquel ils n'ont jamais attaché plus d'importance et pour lequel ils se disent réunis, le droit de la souveraineté légitime sur des sujets armés contre elle ?"

Villèle comprit qu'il lui serait impossible de remonter le courant et de dessiller les yeux à ces hommes qui ne voulaient pas voir leur propre intérêt. Sous prétexte de ne pas manquer à leur "principe conservateur", ils laissaient le nouveau-monde arborer le drapeau de la république ; au lieu de transiger avec la révolution américaine et d'imposer leur médiation aux insurgés, ils préféraient ne pas entamer le dogme de la "souveraineté légitime" et voir le roi d'Espagne obligé d'abandonner ses droits à des sujets rebelles. Forcé fut à Villèle d'abandonner son projet d'une entente générale. "(1) Nous concevons aisément qu'une fois engagé dans la voie que vous avez cru devoir suivre", écrit-il à Montmorency, "la question des colonies devenait inabordable et n'eût fait que rendre presqu'impossible tout résultat quelconque". Mais il savait bien que cette inertie faisait le jeu de l'Angleterre : "Songez à ne pas laisser l'Angleterre recueillir les fruits

(1) Mém. de Villèle : T. III. Lettre à Montmorency - 6 nov. 1822.

39.

des désordres de l'Amérique durant que nous serions à nous échiner en Espagne. rien ne serait plus propre à nous déconsidérer et à affaiblir le gouvernement du roi." (1)

(1) Mém. de Villèle. Lettre à Montmorency. 18 oct. 1822.

La correspondance de M. de Villèle montre le prix qu'attachait le Premier Ministre à une entente commune des Puissances Européennes; il a vu les dangers de la désunion pour l'Europe. cf. sa lettre à Montmorency, du 15 oct. 1822. "L'offre de la médiation serait digne d'une Sainte-Alliance et pourrait exercer sur le sort du roi d'Espagne, sur les institutions de ce pays la plus salutaire influence; si, comme c'est à croire, la folie des démagogues les portait à refuser ou à entraver une semblable intervention, dont M.M. A'Court, de Lagarde, et les ambassadeurs de Russie, de Prusse et de Vienne à Madrid, pourraient être chargés, la Sainte-Alliance se trouverait alors appelée à se déclarer la protectrice du rétablissement de l'ordre dans ces vastes continents d'Amérique; chacune des Puissances qui en font partie s'interdirait toute acquisition de territoire, tout avantage spécial de commerce ou de relation à l'exclusion des autres, toutes emploieraient leurs bâtiments de guerre à purger ces mers des forbans qui les infestent, enfin elles protégeraient et favoriseraient tous les pays tous les gouvernements qui s'organiseraient à l'abri de cette puissante protection. Vous

L'imprudence de Montmorency, l'aveuglement d'Alexandre et de Metternich avaient paralysé la politique de Villèle. Canning allait faire triompher la sienne.

---

nae dites que la Russie, l'Autriche et la Prusse sont peu intéressés dans la question des colonies et répugnent à reconnaître des gouvernements tels que ceux qui s'y sont formés. Je réponds que ces Puissances ont un grand intérêt à empêcher que l'Angleterre ne se sépare de l'Alliance ou ne s'arrange pour en recueillir isolément les fruits, et que le moyen indiqué est peut-être le seul qui puisse éviter cet inconvénient. Quant à la répugnance à reconnaître les nouveaux gouvernements, j'observe que la première démarche doit être vis-à-vis de l'Espagne, que ce n'est qu'après son refus qu'on agit successivement, non pas tant pour reconnaître des institutions politiques, que pour faciliter le retour à l'ordre dans des sociétés livrées au désordre et aux convulsions. Ce but me paraît digne de la Sainte-Alliance et bien plus propre à tuer les révolutionnaires en Amérique, en ôtant tout espoir, tout crédit et tout moyen à ceux d'Espagne".

Ni Montmorency, ni la Sainte-Alliance n'ont écouté ces sages conseils. Le plan de Villèle était cependant bien propre à maintenir la cohésion de l'Europe et à lui assurer la suprématie sur les autres continents.

Le 19 nov. les représentants des quatre cours continentales se communiquent les notes destinées aux ambassadeurs à Madrid et déterminent les cas dans lesquels la France, au nom de la Sainte-Alliance, devait intervenir en Espagne. Ce même jour, Wellington adresse au congrès une note dans laquelle il déclare que le gouvernement britannique ne pouvait adhérer aux casus foederis que l'on venait de déterminer. Le 22 nov., dans une seconde note, il annonce qu'il ne serait pas envoyé de note comminatoire anglaise à Madrid et pose formellement le principe de la non-intervention : l'Angleterre n'a pas l'habitude de s'immiscer dans les affaires intérieures des autres états. Enfin le 26 nov., le plénipotentiaire anglais déclare que le cabinet de Londres ne pourra s'abstenir indéfiniment de reconnaître l'indépendance des Etats de l'Amérique du Sud ; qu'il ne discute pas la question de droit ; qu'il n'est nullement opposé à la réconciliation entre les colonies et la métropole ; mais que de fait ces colonies sont indépendantes et que les intérêts commerciaux des sujets britanniques dans le nouveau monde demandent à être protégés d'une manière efficace.

C'était la réponse de Canning à la doctrine d'intervention proclamée par la Sainte-Alliance, à Aix-la-Chapelle, le 15 nov. 1818. Le ministre anglais prend nettement attitude en dehors et contre

Le 10 nov: les représentants des quatre Cours continentales se communiquent leurs dépêches dans l'ambassade à Madrid et déterminent les cas dans lesquels la France, au nom de la Sainte-Alliance devait intervenir en Espagne. Le même jour Wellington adresse au congrès une note dans laquelle il déclare que le Gouvernement britannique refusait adhérer aux dispositions que l'on venait de déterminer. Le 22 nov., dans une seconde note, il annonce qu'il ne serait pas envoyé de note comminatoire anglaise à Madrid et pose formellement le principe de la non-intervention: l'Angleterre n'a pas l'habitude de s'immiscer dans les affaires intérieures des autres états. Enfin le 24 nov. le plénipotentiaire anglais déclare que le cabinet de Londres ne pouvait désormais indéfiniment de reconnaître l'indépendance des États de l'Amérique du Sud. Qu'il ne s'agit pas de la question de droit; qu'il n'est nullement opposé à la reconnaissance, entre les colonies et la métropole; mais que le fait des colonies sont indépendantes et que les intérêts commerciaux des sujets britanniques dans le nouveau monde demandent à être protégés d'une manière efficace.

C'est la réponse de Canning à la déclaration d'intervention lancée par la Sainte-Alliance, datée de Vérone le 14 nov. 1822. Les ministres anglais furent nettement rattachés au [illegible] et [illegible]

la Sainte-Alliance; il en rejette les principes pour ne plus appuyer sa politique extérieure que sur les intérêts du peuple anglais.

Au memorandum anglais du 26 nov. l'Autriche et la Prusse avaient répondu en disant qu'elles ne reconnaîtraient jamais l'indépendance des colonies "(1) tant que Sa Majesté catholique n'aurait pas librement et formellement renoncé aux droits de souveraineté qu'elle avait jusqu'ici exercés sur ces provinces." Quant à la Russie, elle s'était contentée de déclarer que "(1) elle ne pouvait prendre aucune détermination qui préjugeât la question de l'indépendance du Sud de l'Amérique." C'était éluder la question: les diplomates réunis à Vérone, hypnotisés, en quelque sorte, par la révolution d'Espagne, et pensant qu'il y avait temps pour tout, renvoyaient la discussion sur l'Amérique aux Kalendes grecques; ils se séparèrent sans avoir pris aucune décision à son sujet.

XIII.

Mais ils avaient pris une autre décision qui devait les faire repentir de leur indifférence et leur montrer que l'Angleterre n'était pas une

---

(1) Chateaubriand. éd. Legrand et Crouzet. t. XX. = Congrès de Vérone. p. 40.

quantité négligeable. Montmorency était parti le 22 nov. pour faire approuver à Paris les engagements qu'il avait pris à Vérone. Après lui, Chateaubriand devenait le chef de la mission française. Il apportait dans le domaine positif de la politique cette sensibilité et cette imagination qui sont le charme magique de ses oeuvres littéraires. — M. de Chateaubriand vit l'Empereur de Russie: ces deux âmes sensibles, rêveuses et désireuses de gloire se plurent. Mais Alexandre, toujours politique, même dans ses abandons, sut à merveille enguirlander le vaniteux René; il lui montra qu'ils étaient appelés à sauver l'Europe, à lui donner la paix et le bonheur, en assurant le règne bienfaisant de la Sainte-Alliance. C'est en vain que M. de Villèle avait demandé, le 5 déc., un délai pour l'envoi des notes à Madrid; le 13 déc., les trois cours firent connaître à Chateaubriand l'envoi immédiat de ces notes: la guerre d'Espagne, provoquée par les avances imprudentes de Montmorency, ardemment désirée par l'Empereur Alexandre, et adoptée avec enthousiasme par Chateaubriand, était imposée à la France.

Dès le mois d'avril 1823, le duc d'Angoulême, à la tête d'une armée française, entrait en Espagne pour restaurer Ferdinand VII sur son

trône absolu.

XIV.

Cette décision de l'Europe ne pouvait pas laisser l'Angleterre indifférente. Elle ne pouvait pas voir sans appréhensions les soldats français pénétrer sur le territoire espagnol. Le but officiel de l'expédition était le rétablissement du roi prisonnier des Cortès et l'anéantissement de la révolution. Mais pouvait-on prévoir les conséquences de cette intervention? Savait-on quand les Français sortiraient de la péninsule? N'auraient-ils pas la secrète intention de s'y établir pour toujours, peut-être? Et même si cette éventualité ne se réalisait pas, l'influence française ne deviendrait-elle pas prépondérante à Madrid? ne verrait-on pas se conclure un nouveau pacte de famille? Et l'Espagne, forte de l'appui de la France et par suite de la Sainte-Alliance, ne trouverait-elle pas alors des forces suffisantes pour écraser ses colonies d'Amérique, qui venaient de se soustraire à son joug?

Ces craintes étaient d'ailleurs inspirées à l'Angleterre par la tradition même de sa politique. Depuis le règne d'Elisabeth, depuis que Sir Walter Raleigh et ses émules avaient donné au peuple anglais conscience de son avenir colonial et commercial, il

n'avait vu qu'avec jalousie les Puissances continentales étendre leur domination sur ces riches contrées d'outre-mer dont il convoitait la possession. Il avait fait la guerre à Louis XIV, parce que le roi de France, en acceptant la couronne d'Espagne pour son petit-fils, Philippe V, et en ne lui enlevant pas ses droits à lui succéder, menaçait d'accaparer le commerce universel par l'union des possessions des deux pays. — L'immensité de cet empire colonial franco-espagnol tuerait dans son germe l'expansion anglaise. "(1) La guerre de succession d'Espagne a une telle splendeur dans nos annales", dit un historien anglais, "elle a une sonorité si monarchique, qu'on la considère souvent comme un exemple de guerres capricieuses et destructives de l'ancien temps. En réalité, ce fut une guerre d'affaires surtout, faite dans l'intérêt des marchands Anglais, dont le commerce et l'existence étaient menacés. Toutes les questions coloniales redeviennent tout-à-coup brûlantes par la perspective d'une union entre la France et l'empire espagnol."

Pour parer à ce danger, les Anglais avaient signé le 7 sept. 1702, avec la Hollande et l'Empereur d'Allemagne, un traité d'alliance dont l'art. 8 portait "que

(1) Seeley.

les Français ne prendraient jamais possession des Indes occidentales, qu'ils n'auraient pas le commerce exclusif de ces colonies et que les droits de commerce et de navigation qui leur seraient accordés, seraient exactement les mêmes que ceux départis à la Grande-Bretagne et à la Hollande." Et la reine Anne, à la suite de la paix signée entre la France et l'Angleterre donnait au Parlement, le 17 juin 1713, l'explication de la conduite de l'Angleterre: "Le principal motif pour lequel on a commencé cette guerre a été l'appréhension que l'Espagne et les Indes occidentales ne fussent unies à la France, et le but que je me suis proposé depuis le commencement de ce traité a été de prévenir effectivement cette union, par la renonciation (de Philippe V au trône de France), dont l'exécution doit accompagner la promesse, la France et l'Espagne sont maintenant plus divisées que jamais." Ces paroles devaient rester un des axiomes de la politique anglaise: elle ne redoute pas moins de voir la France en Espagne que de la voir en Belgique. — Napoléon I, en envahissant l'Espagne, en 1808, menaçait de reconstituer cette union et d'annexer à son empire européen l'empire de la mer dont les Espagnols avaient encore la plus grosse part. Les Anglais avaient compris que la partie suprême commençait dont l'enjeu était, pour Napoléon, la domination du monde,

pour eux, l'anéantissement complet. En sauvant les Espagnols, ils ruineraient ce projet d'accaparement gigantesque rêvé par Napoléon. Une fois encore triomphe l'opiniatreté Anglaise : Napoléon est écrasé. Mais huit ans ne se sont pas écoulés depuis sa chute et les Anglais voient de nouveau surgir le spectre de l'association franco-espagnole.

Le duc d'Angoulême ne va-t-il pas recommencer Louis XIV et Napoléon I ? S'arrêtera-t-il à Madrid et ne franchira-t-il pas l'Océan pour écraser la révolution, s'emparer de tous les marchés des "Indes Occidentales" et réaliser les plans de ses prédécesseurs ?

XV.

L'intérêt même de l'Angleterre lui faisait un devoir de s'opposer à une intervention si menaçante pour elle. Mais, et c'est ici qu'apparaissent la merveilleuse habileté et la sagesse du ministre qui dirigeait alors sa politique extérieure, elle ne demanda pas à une guerre toujours hasardeuse et onéreuse, la solution de cette grave question. Canning avait déclaré à Vérone, par l'entremise de Wellington, que le cabinet de Londres garderait la neutralité dans le conflit entre la Sainte-Alliance et les exaltados de la péninsule ibérique. L'expédition

française en Espagne ne modifia pas sa conduite à cet égard. Il comprenait que s'il prenait parti pour les révolutionnaires espagnols, une conflagration générale pourrait s'ensuivre. Il resta fidèle au principe de non-intervention qu'il avait proclamé. Mais il n'entendait pas se désintéresser de la question; il sentait que, pour rétablir l'équilibre des influences menacé par l'action française en Espagne, l'Angleterre devait agir de son côté. Les colonies espagnoles de l'Amérique du Sud devaient la servir à merveille. En faisant tous ses efforts pour empêcher une union entre la France et l'Espagne, la Grande-Bretagne voulait avant tout prévenir la formation d'un empire colonial dont la concurrence aurait été désastreuse pour son commerce. Mais maintenant que ces colonies d'Amérique s'émancipaient, et, en fait, étaient presque toutes indépendantes, un pareil danger serait à jamais conjuré, si l'indépendance de ces jeunes Etats était officiellement consacrée: leurs richesses seraient alors pour les plus rapides et les plus ingénieuse. Et les Anglais se flattaient, à juste titre, d'être ceux-là.

La reconnaissance de cette indépendance servira de contre-poids à la manifestation de la Sainte-Alliance en Espagne.

Dès ce moment toute la politique de Canning va tendre vers ce but: il

française en Espagne ne modifia pas la
conduite à cet égard. Il comprenait
que s'il prenait parti pour les révolutionnaires
espagnols une conflagration générale
pourrait s'ensuivre. Il resta fidèle au
principe de non-intervention qu'il
avait proclamé. Mais il n'entendait
pas se désintéresser de la question : il
sentait que, pour rétablir l'équilibre
des influences troublé par l'action
française en Espagne, l'Angleterre devait
agir de son côté. Les colonies espagnoles
de l'Amérique du Sud étaient de-
-venues [illegible]. [illegible] les
efforts pour empêcher une union entre
la France et l'Espagne, la Grande-
Bretagne semblait avoir tout prévu
la formation d'un empire colonial
dont le commerce aurait été réservé
pour son commerce. Mais maintenant
que ces colonies d'Amérique
s'émancipaient, et en fait étaient
presque toutes indépendantes, un grand
danger serait à craindre, si
l'indépendance de ces jeunes États était
officiellement reconnue. Leurs relations
seraient alors pour les peuples européens
les plus importantes. Et les Anglais ne
[illegible], à juste titre, d'attendre de
la reconnaissance de cette indépendance
comme de contre-poids à la domination
de la Sainte-Alliance en Espagne.
Dès ce moment toute la politique
de Canning va tendre vers ce but : il

profitera de toutes les occasions pour montrer que l'Angleterre a un oeil ouvert sur l'Amérique du Sud ; chaque pas fait par les Français à Madrid lui permettra de déclarer que les temps sont proches pour la naissance du nouveau monde. et, comme il veut écarter toute possibilité de guerre, il ne dévoilera ses projets qu'au fur et à mesure des circonstances. Il ne précipitera pas les événements, mais préparera tout pour frapper le coup décisif au moment opportun.

XVI.

Canning règle sa politique sur celle de Villèle ; elle en est l'exacte contre-partie. Quelques jours avant l'entrée du duc d'Angoulême en Espagne, le chef du Foreign-office donna au cabinet des Tuileries un premier avertissement, par une note datée du 31 mars 1823. « l'indépendance des colonies espagnoles est un fait accompli », y était-il dit ; « mais leur reconnaissance dépend de circonstances extérieures ou bien de progrès intérieurs que feraient les différents états pour arriver à un gouvernement régulier. » Ainsi Canning ne le cache pas : l'Angleterre a l'intention formelle de reconnaître l'indépendance des colonies espagnoles ; il n'y a plus qu'une seule difficulté, c'est de choisir l'heure

propice: mais cette heure, elle sera marquée, comme le dit la note, par les circonstances extérieures, c'est-à-dire par la nature et la durée de l'expédition française en Espagne: si les Français, au lieu de se retirer après avoir délivré Ferdinand VII des Cortès, se laissent entraîner à une occupation plus ou moins prolongée, l'Angleterre sera obligée de reconnaître l'indépendance de ces colonies pour les soustraire à l'influence française.

Villèle le savait bien; il avait prévu que la descente en Espagne ferait le jeu de l'Angleterre et il avait fait tous ses efforts pour l'empêcher. M. de Montmorency, sur son avis, avait été congédié du ministère des affaires étrangères. il avait fait demander à San-Miguel, chef du Cabinet exaltado à Madrid, de modifier dans un sens plus royaliste la constitution de 1820. Il n'avait pas réussi. L'Espagne, toujours l'alliée officielle de l'Angleterre, croyait encore à son amitié; elle avait accordé des indemnités au Cabinet de Londres pour des dommages causés aux navires anglais par les pirates dans la mer des Antilles. en échange de ces complaisances elle se croyait sûre de l'appui de l'Angleterre; elle avait donc refusé toute concession au gouvernement français. Mais Canning n'était pas assez naïf pour se laisser entraîner dans une aventure continentale; il se

contenta de promettre ses bons offices à San Miguel.

M. de Chateaubriand avait remplacé le duc de Montmorency aux Affaires Étrangères: le nouveau titulaire ne devait pas être plus favorable que son prédécesseur à la politique de pacification souhaitée par le Président du Conseil. depuis le Congrès de Vérone, il s'était fait le champion de l'expédition d'Espagne; il la considérait comme son oeuvre et en attendait les meilleurs résultats; il ne pensait pas et ne pensa jamais que la reconnaissance de l'indépendance des colonies espagnoles fût la conséquence même de cette guerre; il n'a vu dans cette opinion qu'une critique de ses détracteurs: "(1) On a dit, après l'événement, que l'expédition d'Espagne a perdu les colonies espagnoles et les a rejetées dans les bras de l'Angleterre."

Villèle était seul de son avis; il se résigna donc à une guerre qu'il ne pouvait empêcher.

XVII.

Cependant Chateaubriand, maintenant au pouvoir, pensait à réaliser ces grands rêves de /concorde et de bonheur qu'il avait élaborés à

[prestige et de conquête

(1) Chateaubriand. oeuvres. t. XX. p. 23.

Vérone avec son impérial interlocuteur, Alexandre I. Celui-ci, avec des paroles dont la douce et grandiose harmonie avait profondément impressionné l'âme de René, semblait l'avoir initié aux secrets les plus cachés d'une politique toute de rêve et de mysticisme. « Qu'est-ce qui pourrait me tenter? », lui avait-il dit, « Qu'ai-je besoin d'accroître mon empire? La Providence n'a pas mis à mes ordres huit cent mille soldats pour satisfaire mon ambition, mais pour protéger la religion, la morale, la justice, et pour faire régner ces principes d'ordre et sur lesquels repose la société humaine. » — Chateaubriand le croyait aussi. Pour assurer le règne de tous ces beaux sentiments et faire disparaître les conflits qui menaçaient alors la paix du monde, il avait imaginé de réunir un grand congrès où serait réglée la question des colonies espagnoles. Suivant lui, elle devait être résolue dans un sens monarchique et constitutionnel : On aurait établi dans l'Amérique du Sud plusieurs monarchies plus ou moins autonomes, au profit des princes de la maison de Bourbon; ainsi les théories républicaines seraient écartées du continent américain, le nouveau monde retrouverait son ancienne tranquillité, les projets suspects de l'Angleterre seraient réduits à néant

et l'influence française aurait une belle carrière pour se développer.
Cette idée était loin d'être chimérique, appliquée à temps, peut-être aurait-elle pu produire quelques uns de ces heureux résultats que Chateaubriand voyait en elle. A Buenos-Ayres, le Directeur Pueyrredon s'était montré partisan de cette organisation monarchique. Louis-Philippe d'Orléans, le prince Charles-Louis de Lucques avaient été pressentis à ce sujet. Mais ils avaient refusé; et d'ailleurs les colonies étaient emportées par le courant de l'indépendance complète: des hommes nouveaux, Miranda, Saint-Martin, Bolivar avaient surgi et, par leurs triomphes éclatants sur les Espagnols, avaient fait naître dans tout le continent le goût impétueux des libertés républicaines. Il n'était plus possible de leur imposer des monarques. L'eût-on voulu, il fallait envoyer une expédition en Amérique et, comme l'Espagne avait depuis longtemps montré son impuissance à rétablir l'ordre et l'ancien état de choses, il fallait lui adjoindre les forces d'une Puissance européenne: c'est sans doute la France, déjà mandataire de la Sainte-Alliance dans la métropole, qui aurait encore été chargée d'agir au delà des mers.

XVIII.

Dans ces conditions, la réunion d'un Congrès devenait inutile, parce qu'avec un tel programme, il était condamné d'avance à ne pouvoir aboutir. Canning était naturellement hostile à cette intervention européenne en Amérique : s'il ne s'était pas opposé à une démarche du même genre en Espagne, c'est qu'il ne pouvait la combattre que par son abstention et que d'ailleurs il la jugeait devoir être limitée à la péninsule elle-même. Du reste Canning se refusait énergiquement à tout congrès devant traiter cette question ; quels avantages l'Angleterre avait-elle retirés de tous ces Congrès ? En quoi son influence s'en était-elle trouvée accrue ? Le "temps d'un Aréopage est maintenant passé." L'Angleterre doit chercher en elle-même le principe de sa force : "(1) Si une guerre comme celle que nous avons soutenue (avec une seule interruption), pendant un quart de siècle, en faveur de l'Europe entière, et ensuite contre toute l'Europe dans son propre intérêt, n'a pas appris à l'Europe entière de quel côté elle doit tourner ses regards pour trouver protection contre une puissance démesurée et tyrannique à l'excès, je suis sûr que

(1) Stapleton. Political life. t. II. ch. VIII. p. 36 et suiv. _

nulle part aucune que nous pourrions prendre à un congrès, au sujet d'une insurrection de Carbonari à Naples ou de Francs-Maçons à Madrid, ne pourrait nous gagner la confiance qu'une telle guerre n'a pas réussi à imposer. Que l'occasion se présente et le Prince de Metternich verra! Mais ce n'est pas en créant perpétuellement des occasions, ce n'est pas en se mêlant sans cesse d'intérêts mesquins et de querelles intérieures dans d'autres pays, que l'influence de la Grande-Bretagne doit être maintenue. Au contraire, il est plus vraisemblable qu'elle doive être réduite à rien par un usage aussi ininterrompu, et qu'elle doive se trouver épuisée ou incapable de s'exercer, quand une véritable occasion se présenterait. De plus, quelle est cette influence que nous aurions eue dans les conseils de l'alliance, et que le Prince de Metternich nous exhorte à ne pas rejeter d'une manière irréfléchie? Nous avons protesté à Laybach; nous avons fait des remontrances à Vérone. Notre protestation a été traitée comme un chiffon de papier; nos remontrances se sont éparpillées dans l'air. Belle influence! et bien précieuse à conserver! Non, notre influence, si nous voulons la conserver au dehors, doit reposer d'une façon assurée dans les sources de notre force au dedans, et les sources de cette force sont dans

la sympathie entre le peuple et le gouvernement, dans l'union du sentiment public avec les conseils publics, dans la confiance et la coopération réciproques de la Chambre des Communes et de la Couronne.[1]" Ce passage d'une lettre particulière de Canning montre le cas qu'il faisait de la politique de la Sainte-Alliance et de son pontife, le prince de Metternich, qu'il n'hésite pas à appeler "[2]le plus grand coquin et le plus grand menteur du Continent, peut-être du monde civilisé."

XIX.

Ainsi Canning se séparait de la politique continentale sur la question des colonies espagnoles et, par son refus même d'y participer, lui enlevait toute possibilité d'agir. Mais au même moment, il sentait la nécessité de trouver un appui qui lui permît de résister victorieusement aux menées envahissantes de la Sainte-Alliance et d'imposer, l'heure une fois venue, les décisions de l'Angleterre à l'Europe. Il s'adressa tout naturellement aux Etats-Unis qui, en reconnaissant l'indépendance des nouveaux états de

---

1. Stapleton. George Canning and his times. - lettre particulière du 16 sept. 1823 à Sir H. Wellesley, ambassadeur à Vienne. p. 377. -
2. Stapleton. G. Canning - lettre à Lord Granville 11 mars 1825. p. 427.

l'Amérique, avaient devancé la Grande-Bretagne dans la voie où elle voulait maintenant s'engager. A ce rapprochement, le chef du Foreign Office voyait un double avantage : l'entente de l'Angleterre et des États-Unis serait un contre-poids formidable à l'alliance des Puissances continentales d'Europe ; la jeune république américaine et la vieille Angleterre, renouant le lien qui les unissait jadis, seraient assez fortes pour empêcher toute intervention européenne dans les colonies espagnoles. Mais, de plus, Canning n'était pas sans appréhensions au sujet de la prépondérance commerciale que les États-Unis, grâce à leur voisinage et à leurs sentiments bienveillants, pouvaient s'attribuer dans l'Amérique du Sud : il sentait des concurrents, des rivaux dans ces Anglais, fils ingrats de la mère-patrie, qui avaient rejeté son autorité et s'étaient faits Américains : il était bien aise de s'entendre avec eux, de les attirer dans une alliance plus ou moins intime avec leur ancienne métropole et de pouvoir exercer ainsi une certaine influence sur leurs décisions.

C'est dans ces intentions qu'il eût, au mois d'août 1823, un échange de vues avec Rush, le ministre des États-Unis à Londres. il ne lui cacha rien et lui fit part

L'Amérique avait dénoncé la Grande-Bretagne dans la mesure où elle voulait maintenant s'engager. Dès rapprochement, le Chef du Foreign Office ayant un double avantage : l'entente de l'Angleterre et des États-Unis devait une entre-faits formidable à l'alliance des puissances continentales d'Europe, la flotte britannique américaine et la nouvelle Angleterre, renouant le lien qui les unissait jadis, seraient assez fortes pour empêcher toute intervention européenne dans les colonies espagnoles. Mais de plus Canning n'était pas sans appréhensions au sujet de la prépondérance commerciale que les États-Unis, grâce à la doctrine et à leurs sentiments démocratiques, pouvaient s'attribuer dans l'Amérique du Sud. Il voulait des concessions, des traités dans les Anglais qu'il y aurait ... mainte, des Manifestes afin de montrer s'ils étaient Américains et d'être à la tête des nations, de les attirer dans une alliance plus ou moins intime avec leur ancienne métropole et de prévenir ainsi une entente des puissances américaines.

C'est dans ces intentions qu'il est, au mois d'août 1823, un échange de vues avec Rush, le ministre des États-Unis à Londres et ne lui cacha rien et lui fit part

des différents points qu'il considérait comme essentiels dans la question des colonies espagnoles :

"[1] 1º Il regardait la reprise des colonies par l'Espagne comme impossible.

2º Il regardait leur reconnaissance comme une question de temps et de circonstances.

3º Il n'était cependant nullement disposé à mettre obstacle à un arrangement entre elles et la mère-patrie par des négociations à l'amiable.

4º Il ne visait à la possession d'aucune portion d'elles pour la Grande-Bretagne.

5º Et il ne pouvait pas voir sans indifférence une portion quelconque de ces colonies transférée à aucune autre Puissance."

En conséquence, il demandait à Rush si le Gouvernement de Washington était disposé à s'unir au Cabinet de Londres pour suivre une même ligne de conduite et prévenir "les velléités que pouvait avoir la France d'intervenir dans les colonies ou d'empêcher le triomphe de leur indépendance." Rush n'avait pas les

(1) Stapleton. Political life. vol. II. chap. I. p. 23. — . cf. aussi : Commentaire sur les Éléments du droit international et sur l'Histoire des Progrès du droit des gens, de Henry Wheaton - par W. B. Lawrence. t. II. part. II. ch. I. p. 300.

pouvoirs nécessaires pour conclure cette entente; mais il déclara cependant que son gouvernement accepterait la proposition de Canning, si celui-ci était prêt à reconnaître ouvertement l'indépendance des colonies. Le ministre anglais ne voulait pas aller aussi loin, à l'heure actuelle, suivant lui, la reconnaissance était "une question de temps et de circonstances": les Français, toujours arrêtés devant Cadix, où les Cortès étaient bloquées avec leur prisonnier Ferdinand VII, n'avaient nullement manifesté leur intention de traverser les mers, de plus, il n'eût pas été prudent de soutenir ainsi, ouvertement, les colonies révoltées, alors que la France avait ses forces toutes préparées pour l'attaque et que les autres Puissances tenaient les leurs en réserve. Canning abandonna donc son projet d'une entente officielle entre l'Angleterre et les Etats-Unis, certain d'ailleurs que, l'identité d'intérêts existant, pour le moment, entre les deux pays, lui assurerait l'appui éventuel de la république américaine.

XX.

Cependant les Français venaient de triompher en Espagne: le 31 août 1823, ils s'emparaient de la presqu'île du Trocadéro; Cadix avait capitulé;

pouvoirs nécessaires pour conclure cette entente ; mais il déclara cependant que son gouvernement acceptait la proposition de Canning, si celui-ci était prêt à reconnaître auparavant l'indépendance des colonies. Le ministre anglais ne voulait pas aller aussi loin ; à l'heure actuelle, suivant lui, la reconnaissance était une question de temps et de circonstances*. Les Français, toujours arrêtés devant Cadix, où les Cortès s'étaient réfugiées avec leur prisonnier Ferdinand VII, n'avaient nullement manifesté leur intention de traverser les mers, de plus il n'eût pas été prudent de se retirer. Ainsi, momentanément les colonies révoltées, alors que la France avait ses forces toutes engagées pour l'attaque et que les autres puissances tenaient les leurs en réserve. Canning abandonna donc son projet d'une entente officielle entre l'Angleterre et les États-Unis, certain d'ailleurs que l'identité d'intérêts existant, pour le moment, entre les deux pays lui assurait l'appui éventuel de la République Américaine.

XX

Cependant les Français triomphaient en Espagne : le 31 août 1823, ils emportaient de vive force le fort du Trocadéro, Cadix avait capitulé,

les Cortès avaient été dispersées et Ferdinand VII remontait sur son trône absolu, tout disposé à inaugurer une nouvelle ère de despotisme. Mais l'armée française occupait toujours son royaume : il avait été décidé qu'elle resterait en Espagne pendant quelque temps encore, jusqu'à la complète pacification des provinces.

Cette situation n'était pas sans inquiéter Canning : le drapeau blanc, qui flottait sur les forteresses de la péninsule, était, pour lui, le signe menaçant de l'influence française.

C'est alors qu'il résolut d'affirmer hautement les vues de l'Angleterre dans la question des colonies espagnoles et de lui faire prendre nettement position en face du continent européen. Il y tenait d'autant plus qu'en France, Chateaubriand n'avait pas abandonné son idée de congrès et pensait toujours qu'on trouverait là un moyen infaillible de régler cette affaire. Canning, qui savait l'impossibilité de ramener les jeunes républiques de l'Amérique du Sud sous le joug espagnol, ou même sous un joug quelconque, était moins disposé que jamais à accepter un Congrès. Il fallait couper court à tout projet de ce genre en annonçant la ferme intention de l'Angleterre de ne pas

prendre part à un Congrès. Il songea donc à tenir, avec l'Ambassadeur de France, une conférence dans laquelle il lui ferait connaître les sentiments du Cabinet anglais; puis, cet échange de vues serait communiqué, sous forme de memorandum, aux cours étrangères.

C'est le 9 oct. 1823 que fut tenue cette conférence entre Canning, Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique pour les Affaires Etrangères, et le Prince de Polignac, ambassadeur du roi Louis XVIII à la Cour de Saint-James. Le ministre anglais entra dans de franches explications avec l'ambassadeur français(1): "Il lui déclara que l'Angleterre ne songeait pas à s'annexer des territoires dans l'Amérique du Sud; elle ne cherchait qu'à entretenir des relations commerciales avec elle et se contenterait de recevoir de l'Espagne la clause de la nation la plus favorisée; elle ne proclamerait pas l'indépendance tant qu'il y aurait des chances d'accommodement entre l'Espagne et les colonies; mais elle n'attendrait pas indéfiniment; l'envoi de consuls était nécessaire pour la protection du commerce anglais; elle avait des droits au commerce reconnus par l'Espagne

(1) Pour cette conférence entre Canning et Polignac, voir: Stapleton, Political life, vol. II chap. I. p. 27. et aussi: Commentaire, Wheaton-Lawrence, t. II. part. II. chap. I. p. 302.

Quand elle (l'Angleterre) avait proposé sa médiation en 1810, c'est en vertu de ces droits qu'elle avait demandé des indemnités à l'Espagne en 1822 pour capture de vaisseaux; elle considérait que l'irrésistible progrès des évènements avait produit la liberté du commerce pour le monde entier, elle ne désirait pas en jouir seule, mais elle reconnaîtrait aussitôt l'indépendance des colonies si l'Espagne, en employant des moyens violents pour les soumettre, trouvait de l'assistance, ou si elle voulait rétablir les restrictions qu'elle avait autrefois imposées au commerce.

Par suite de ses vues générales et de ses intérêts particuliers, l'Angleterre ne saurait entrer avec les Puissances en délibérations communes sur l'Amérique, parce que les opinions des autres cabinets cadraient moins avec la question elle-même, et que lors d'une décision sur cette question, leurs intérêts couraient moins de dangers que ceux de l'Angleterre."

De son côté le prince de Polignac affirmait le désintéressement de la France: Elle considère qu'il est impossible de ramener les colonies à leurs relations primitives avec l'Espagne; elle repousse toute intention de s'approprier une partie quelconque de l'Amérique du Sud et se contentera d'avantages commerciaux et de la clause de la nation la plus

favorisée. Enfin elle répudie tout dessein d'agir contre les colonies par la force des armes. Il ne voyait pas de difficulté à ce que l'Angleterre prenne part à la conférence, même en annonçant maintenant la différence entre ses vues et celles de ses alliés. « Le refus de l'Angleterre de coopérer à l'oeuvre de réconciliation pourrait donner raison de croire, ou qu'elle ne désirait pas réellement cette réconciliation, ou qu'elle avait quelqu'objet ultérieur en vue : deux suppositions également injurieuses pour l'honneur et la bonne foi du cabinet anglais. »

Du reste, reconnaître maintenant les colonies, vu leur état troublé, ne serait que la sanction de l'anarchie. Il serait digne des gouvernements européens et dans l'intérêt de l'humanité et des colonies espagnoles, aveuglées par l'esprit de parti, d'essayer de les ramener à un principe d'union, dans le gouvernement soit monarchique, soit aristocratique.

Mais à cela Canning répondait que « quelque désirable que soit, dans ces provinces, l'établissement d'une forme de gouvernement monarchique, d'un côté, ou quelles que soient les difficultés pour l'assurer de l'autre, son gouvernement ne pouvait pas prendre sur lui de le mettre en avant comme une condition de leur reconnaissance. »

Quelques jours après cette importante conversation, Canning faisait voter, le 17 oct., par le Parlement anglais, un bill en vertu duquel des consuls britanniques allaient être envoyés dans les principales villes de l'Amérique du Sud; c'était le corollaire des déclarations faites à M. de Polignac, c'était bien souligner la déchéance de l'autorité espagnole dans le nouveau monde.

XXI.

L'attitude si ferme et les déclarations si catégoriques de l'Angleterre inquiétaient vivement le cabinet des Tuileries. M. de Villèle avait prévu les conclusions que le cabinet de Londres prétendait tirer de la présence d'une armée française en Espagne. L'ambassadeur français à Londres avait eu beau affirmer à Canning que la France n'interviendrait jamais par les armes en Amérique, Villèle savait que les Anglais s'appuieraient toujours sur le fait de la présence des soldats français dans la péninsule, pour dénoncer la rupture de l'équilibre général et reconnaître l'indépendance des colonies espagnoles. Il aurait bien voulu enlever ce puissant argument à Canning et il s'efforçait de ramener Ferdinand VII à un gouvernement

Quelques jours après cette importante conversation, Canning faisait voter, le 4 oct. par le Parlement anglais, un bill en vertu duquel des consuls britanniques allaient être envoyés dans les principales villes de l'Amérique du Sud. C'était la conséquence des déclarations faites à M. de Polignac. C'était bien souligner la déchéance de l'autorité espagnole dans le Nouveau-Monde.

XXI

L'attitude réservée et les déclarations catégoriques de l'Angleterre inquiétaient néanmoins le cabinet des Tuileries. M. de Villèle avait prévu les conclusions que le cabinet de Londres prétendait tirer de la présence d'une armée française en Espagne. L'ambassadeur français à Londres avait en vain affirmé à Canning que la France n'[illegible] jamais [illegible] par les armes en Amérique. Villèle savait que les Anglais s'appuieraient toujours sur le fait de la présence des soldats français dans la péninsule, pour décréter la rupture de l'équilibre général et reconnaître l'indépendance des colonies espagnoles. Il aurait bien voulu calmer quelque peu l'irritation de Canning et il s'efforçait de [illegible] Ferdinand VII à [illegible] gouvernements

constitutionnel qui donnât satisfaction aux partis avancés et permît aux Français, l'ordre une fois rétabli, de quitter la péninsule. Il savait aussi que le refus du roi d'Espagne d'accorder la moindre concession en Amérique et de proclamer la liberté du commerce, encourageait de plus en plus les Anglais dans leur politique de neutralité si favorable aux colonies révoltées.

Il était donc absolument nécessaire d'entraîner l'Angleterre dans des négociations communes et d'amener le roi d'Espagne à des concessions dans la métropole et les colonies. Il fit part de ses craintes à Polignac: "(1) La question des colonies espagnoles est bien importante sous le rapport de notre honneur et sous celui, non moins senti dans ce siècle, de nos intérêts. L'Angleterre se prépare à tirer les marrons du feu; notre expédition de la Péninsule est déshonorée si c'est là le résultat qu'elle amène. Vous êtes aux premières loges pour cette scène..... Il faut que la reconnaissance de l'indépendance des colonies espagnoles soit le résultat d'une médiation de la Sainte-Alliance entre la métropole et ses colonies, et que l'émancipation ait lieu à la condition de l'établissement, au-delà des mers, des infants d'Espagne."

(1) Mém. de Villèle. Lettre du 1er nov. 1823._.

Polignac pensait aussi qu'il fallait européaniser la question et y intéresser tous les cabinets du continent: "(1) Vos observations," répond-il à Villèle, "me semblent d'autant plus justes qu'elles s'accordent parfaitement avec celles que renferment mes dépêches, surtout depuis quinze jours où, sentant combien il est urgent de s'occuper promptement de la question des colonies espagnoles, je me suis empressé de faire passer au gouvernement du roi un résumé de toutes mes observations sur les vues, intentions et projets du cabinet britannique à leur égard. Il faut, ce me semble, avoir deux objets en vue, dans le mode de traiter la grave question des colonies, 1º la traiter le plus en commun possible, 2º amener l'Angleterre à traiter avec nous. Ce dernier point est sans contredit le plus difficile à obtenir, néanmoins je ne le crois pas impossible."

Quant aux concessions que Villèle souhaitait si fort de voir Ferdinand VII faire à l'Amérique du Sud, Polignac en attendait les plus heureux résultats: "(2) S'il était possible d'obtenir de Ferdinand de déclarer que son intention actuelle et future est d'accorder à toutes les nations la liberté du commerce avec les colonies, sauf un léger droit de

(1) Mém. de Villèle. t. IV. p. 497. lettre du 3 nov. 1823.
(2) Mém. de Villèle. t. V. p. 517. lettre du 25 nov. 1823.

douane perçu sur les diverses marchandises, je crois pouvoir répondre d'amener le gouvernement britannique à faire ce que nous désirions de lui." Mais Polignac devait toujours se heurter à l'abstention anglaise, et Villèle à l'obstination espagnole. Les avertissements du premier ministre français furent méconnus à Madrid. Villèle se désespère. "(1) Il vous faut croire", écrit-il à Polignac, "qu'on ne fait pas avec les Espagnols ce qu'on veut, pas même quand c'est dans leur intérêt, pas même quand c'est inévitable. On essaiera de tout ce qui est raisonnable, et si c'est inutile, on fera comme ceux chez qui vous êtes, on prendra la permission qu'on n'aurait pu obtenir; mais je le répète, on ne peut rien tirer de ces gens-là." – "(2) Il nous est impossible de rien tirer de l'Espagne; c'est un corps mort auquel nous sommes attachés! Dieu veuille que le mort ne nuise pas au vif!"

En réalité la diplomatie française ne pouvait pas lutter contre les événements; engagée dans une mauvaise voie, elle ne pouvait en sortir qu'à son désavantage. Chateaubriand, lui aussi, malgré sa belle assurance, commençait à s'inquiéter.

(1) Mém. de Villèle. t. IV. lettre du 2 déc. 1823. – (2) 10 févr. 1824.

Le 1er nov. 1823, il enjoignait à M. de la Ferronnays, ambassadeur à Saint-Pétersbourg, à M. de Caraman, ambassadeur à Vienne, et à M. de Rayneval, ministre à Berlin de demander aux gouvernements, auprès desquels ils étaient accrédités, leurs intentions sur la question des colonies. « (1) Vous savez que l'intention du gouvernement du Roi a toujours été de traiter la question de l'indépendance des colonies espagnoles en commun avec le cabinet de Madrid et les cabinets de Saint-Pétersbourg, de Vienne et de Berlin; mais l'Angleterre, en précipitant sa résolution, donne une autre face à cette grande affaire et nous oblige à nous prononcer à notre tour. »

Au fond, l'attitude si décidée de Canning avait fortement ému le ministère français; le boulet de la guerre d'Espagne, qu'il traînait avec lui, affaiblissait son action et le rendait prisonnier des événements.

XXII.

C'est à ce moment, au milieu du désarroi de la diplomatie française et de l'indifférence européenne, que s'éleva au-delà de

(1) Chateaubriand. Oeuvres. t. XX. p. 55.

l'Océan une voix puissante et impérieuse qui troubla profondément les hommes de la Sainte-Alliance et fit faire un pas décisif à la question des colonies espagnoles. Le 2 déc. 1823, le Président Monroë communiquait son message au Congrès des États-Unis. Le nouveau monde se dressait devant la vieille Europe et proclamait son intégrité et son indépendance. Il répudiait pour l'avenir toute ingérence étrangère sur le territoire des deux Amériques. Au vieux droit européen de l'intervention adopté par la Sainte-Alliance, il opposait le droit nouveau de la non-intervention. Désormais l'Océan baigne des mondes ayant les mêmes droits et la même dignité. "Les continents américains ne peuvent plus être considérés à l'avenir comme des objets d'une colonisation future à entreprendre par une puissance européenne quelconque..... Nous devons à la bonne foi et aux relations amicales qui existent entre les États-Unis et les États européens de déclarer que nous considérerions tout essai de leur part d'étendre leur système à une portion quelconque de cet hémisphère, comme dangereux pour notre paix et notre sécurité. Nous ne sommes pas intervenus et nous n'interviendrons pas dans les colonies ou les dépendances d'une puissance européenne quelconque.

Mais quant aux gouvernements qui ont proclamé leur indépendance et l'ont maintenue, et dont nous avons reconnu l'indépendance d'après de sérieuses considérations et d'après de justes principes, nous ne pourrions regarder toute interposition d'une Puissance Européenne quelconque, dans le but de les opprimer ou de se rendre maître, de toute autre manière, de leur destinée, que comme la manifestation d'une disposition hostile envers les Etats-Unis." (1)

La jeune république de l'Amérique du Nord prenait sous sa protection ses frères nouvellement émancipés de l'Amérique du Sud et menaçait l'Europe d'une coalition formidable, d'une lutte entre deux mondes, si elle ne s'inclinait pas devant le fait accompli.

Canning pouvait se montrer satisfait ; la France était cruellement embarassée ; les Etats-Unis soutenaient les vues anglaises en rejetant la tutelle de l'Europe et en condamnant la Sainte-Alliance à ne pas exporter ses principes au-delà des mers. Il pouvait se flatter d'avoir exercé une certaine influence sur la décision de M. Monroë : la conversation qu'il avait tenue avec Rush au mois d'août avait éclairé le Président sur la nécessité d'exclure

définitivement l'Europe de l'Amérique avant qu'elle n'ait pu y rétablir son influence. "Je n'ai aucun doute", écrit Canning, "que le rapport fait par Rush à son gouvernement au sujet de ce sondement (qu'il a probablement représenté comme une ouverture), n'ait pas contribué à provoquer, en grande partie, les déclarations explicites du Président." (1)

(1) Stapleton. G. Canning and his times. lettre à Sir W. A'Court, du 31 déc. 1823. p. 395. — cf. sur la doctrine de Monroë: Commentaire... Wheaton. Lawrence. t. II. part. II. chap. I. p. 310.

Si Canning approuvait complètement le passage du message du Président Monroë relatif à la non-intervention, il rejetait la théorie de la non-colonisation future de l'Amérique. Son Secrétaire Stapleton signale cette différence et montre que Canning ne pouvait pas tout accepter dans le message présidentiel: "La lettre à Sir W. A'Court (du 31 déc. 1823) montre exactement la part qui revient à M. Canning dans la formation de cette partie du message de M. Monroë, qui est si souvent confondue avec ce que l'on appelle la "doctrine de Monroë". M. Canning maintenait que les Puissances étrangères n'avaient pas le droit, directement ou indirectement, d'intervenir par la force, entre l'Espagne et ses colonies américaines et qu'elles n'avaient pas, par conséquent, le droit d'aider l'Espagne dans ses efforts pour les reconquérir.

La "doctrine de Monroë" est foncièrement différente. Cette doctrine maintient que "les parties inoccupées de l'Amérique ne sont plus

XXIII.

C'est alors, le 26 déc. 1823, au moment où l'Angleterre et les États-Unis venaient d'affirmer solennellement leurs vues, que Ferdinand VII propose à l'Europe d'ouvrir, à Paris, des conférences pour le règlement de la question hispano-américaine. Il promettait "(1) de considérer les changements que les évènements ont produit dans les provinces américaines, afin d'adopter les mesures les plus propres à concilier les droits et les justes intérêts de la couronne d'Espagne et de sa souveraineté avec ceux que les circonstances ont pu produire par rapport aux autres nations."

Canning vit facilement d'où partait le coup : Chateaubriand, toujours hanté de son idée de congrès et persuadé qu'elle triompherait de toutes les difficultés,

(1) Stapleton. Political life. vol. II. ch. I. p. 34.–.

ouvertes à la colonisation par l'Europe." M. Canning combattit résolument cette doctrine, affirmant, au contraire, que l'Espagne avait non seulement plein droit de faire à elle seule tous les efforts qui lui conviendraient et qu'elle serait en état de faire pour rétablir son autorité perdue sur ses colonies révoltées, mais aussi; "que les États-Unis ne pouvaient prendre ombrage si l'Europe fondait de nouvelles colonies dans les parties non occupées du territoire américain.""
(Stapleton. G. Canning and his times. p. 396).–.

Villèle, toujours désireux de faire sortir l'Angleterre de son isolement, avaient fini par persuader au roi d'Espagne que l'interet de la pénninsule, aussi bien que la sécurité et l'honneur du Continent, se trouvaient engagés dans une prompte solution de l'affaire des colonies.

Le 14 janv. 1824, Canning recevait la lettre du Comte d'Ofalia à Sir William A'Court, ambassadeur anglais à Madrid, invitant l'Angleterre à prendre part au Congrès. Le 30 janv., Canning répond à Sir William[(1)] "Que l'Angleterre avait fait d'abord tout ce qui dépendait d'elle pour faciliter un accommodement entre l'Espagne et les colonies insurgées, mais que les choses en étaient au point qu'il n'était plus possible de se refuser à reconnaitre l'indépendance des Etats de l'Amerique du Sud. L'Angleterre ne voudrait pas prendre l'initative, mais elle désirait bien vivement que l'Espagne fût la première à sentir la nécessité de cette reconnaissance, le cabinet anglais offrait même sa médiation, et, loin de réclamer des avantages exclusifs pour le commerce de la Grande-Bretagne, il demandait simplement qu'elle fût admise à commercer comme les autres nations. Que si l'Espagne et les autres nations persistaient à vouloir suivre une autre marche, le gouvernement anglais serait forcé, de son côté, d'adopter

(1) Histoire du ministère de G. Canning, par l'auteur du précis historique des évènements qui ont amené la révolution espagnole. (parue en 1828). t. I. p. 256. —.

les mesures qui lui paraîtraient les plus convenables et les plus utiles à ses intérêts".

Ainsi Canning franchissait un pas de plus : il déclarait que, par suite des circonstances, la reconnaissance de l'indépendance des colonies était devenue une nécessité ; comme preuve de ses intentions pacifiques, il offrait de nouveau sa médiation à l'Espagne ; mais de nouveau aussi, il s'opposait à toute intervention européenne. C'est inutilement que le roi d'Espagne s'était enfin décidé à publier, dans le courant du mois de janvier 1824, un décret accordant la liberté du commerce avec les colonies : les évènements avaient marché ; cette tardive concession n'était plus suffisante.

D'ailleurs, au même moment, Ferdinand VII, par sa conduite odieuse, justifiait pleinement les craintes de Villèle et préparait la victoire de Canning. Depuis que les Français l'avaient délivré des Cortès, il était retombé dans le despotisme le plus cruel et le plus absolu : les principaux chefs de la révolution de 1820 avaient été mis à mort ; toutes les libertés avaient été supprimées ; une ère de réaction atroce commençait pour l'Espagne ; ce n'était pas sans violents conflits, et la péninsule était plus troublée que jamais. Aussi Ferdinand, pour assurer son autorité,

les mesures qui lui paraîtrait le plus convenable et le plus utile à ses intérêts ?

Ainsi donc, en principe, [illegible] de plus : il déclarait que, par suite de circonstances, la reconnaissance de l'indépendance des colonies était devenue une nécessité ; comme preuve de ses intentions pacifiques, il offrait de trouver sa médiation à l'Espagne, mais de nouveau aussi, il s'opposait à toute intervention européenne. C'est maintenant [illegible] l'Espagne s'était enfin décidée à publier, dans le courant du mois de janvier 1824, un décret accordant la liberté du commerce avec les colonies : les événements avaient marché ; cette tentative conciliatrice n'était plus suffisante.

D'ailleurs, au même moment, Ferdinand VII, par sa conduite odieuse, justifiait pleinement les craintes de l'Angleterre et préparait la [illegible] de Canning. Depuis que les Français l'avaient délivré des Cortès, il était retombé dans le despotisme le plus cruel et le plus absolu ; les [illegible] chefs de la révolution de 1820 avaient été mis à mort ; toutes les libertés avaient été supprimées par une réaction atroce commencée pour l'Espagne ; ce n'était pas sans raison [illegible] l'État plus troublé que jamais sous Ferdinand, pour [illegible] son autorité,

avait-il conclu, le 9 février 1824, avec le roi Louis XVIII, un traité d'après lequel les troupes françaises devaient demeurer en Espagne jusqu'au 1er juillet de la même année.

XXIV.

Chateaubriand comprit alors la position critique de la France: si l'Europe manifestait la moindre velléité d'intervenir, l'Angleterre opérerait aussitôt, comme elle l'avait dit, la reconnaissance des colonies; si l'Europe voulait empêcher l'Angleterre d'effectuer cette reconnaissance, il faudrait lui faire la guerre et, par suite de l'indifférence de certaines Puissances, des desseins particuliers de certaines autres, le poids de cette guerre retomberait tout entier sur la France. C'est ce qui ressort d'une lettre que Chateaubriand adressait, le 19 mars 1824, au Prince de Polignac, à Londres, et où il lui faisait part des difficultés de la situation et des dispositions des différents cabinets: «(1) Tout l'art de la politique, en ce moment, consiste à mener les choses avec une telle prudence que nous puissions gagner la fin de la session parlementaire en Angleterre et en France, sans compromettre cette importante question à la tribune.

(1) Chateaubriand. Oeuvres. t. XX. p. 79. —.

L'Angleterre l'a pris de si haut, elle a si ouvertement déclaré que la moindre intervention du continent dans l'affaire des colonies serait pour elle une raison de reconnaitre leur indépendance, qu'une démarche un peu vive pourrait tout précipiter..... Il ne faut pas se dissimuler d'ailleurs, M. le Comte, que l'opinion générale de la France, même de l'opinion royaliste, est fort tiède sur la question des colonies espagnoles..... Le continent peut-il empêcher l'Angleterre de reconnaitre l'indépendance des colonies espagnoles? Il n'y a peut-être qu'un seul moyen, c'est de menacer la Grande-Bretagne de lui faire la guerre. Si elle n'est pas arrêtée par cette menace, si, au contraire, elle déclare les colonies indépendantes et s'allie aux Etats-Unis, toutes les Puissances du Continent tireront-elles l'épée? L'Autriche, particulièrement liée avec l'Angleterre, entrera-t-elle en campagne? fermera-t-elle au commerce anglais tous les ports de l'Italie? La Prusse, qui n'a rien à démêler avec les colonies, et qui est pauvre, repoussera-t-elle les vaisseaux anglais de ses hâvres dans la Baltique? La Suède, le Danemark, les Pays-Bas entreront-ils dans le nouveau système du blocus continental, seul moyen d'atteindre l'Angleterre? S'il est probable que la plupart de ces Puissances reculeraient, si la Russie, à l'abri

par son immense puissance et par sa position continentale, ne pouvait nous assister que par des soldats, dont nous n'aurions pas besoin, puisque nous n'aurions personne à combattre sur le continent; si aucune Puissance n'est assez riche pour fournir une part considérable de subsides pour équiper nos flottes, il est à peu près sûr que tout le poids de la guerre retomberait sur nous seul, et que nous perdrions notre prospérité présente, notre commerce, nos colonies, nos vaisseaux, dans une lutte inégale contre une Puissance toute maritime, et qu'une secousse sur le continent pourrait faire renaître parmi nous les factions si heureusement étouffées par le succès de la guerre d'Espagne."

C'était le procès même de la Sainte-Alliance fait par un de ses représentants. Les membres de la Sainte-Alliance qui s'étaient déclarés unis par "les liens d'une fraternité véritable et indissoluble", et qui avaient juré de se prêter "en toute occasion et en tout lieu assistance, aide et secours," voyaient aujourd'hui avec indifférence le roi d'Espagne perdre la plus belle partie de son empire colonial; ils ne se levaient pas pour secourir leur "frère" et encourager la France à réduire sous le joug espagnol des sujets rebelles, des révolutionnaires. C'est que l'Europe

était occupée à d'autres intérêts : Depuis 1821, les grecs s'étaient soulevés contre les turcs ; soutenu par son énergie et ses glorieuses traditions, ce petit peuple avait réussi à se rendre libre et en était arrivé à faire envisager la reconnaissance de son indépendance comme une question essentielle pour l'Europe ; c'était toute une phase, nouvelle et brûlante, de la question d'orient qui commençait : les Puissances se surveillaient d'un oeil jaloux et, concentrant toute leur attention sur l'empire ottoman méconnaissaient l'importance de la question des colonies. La grèce, si rapprochée d'eux, leur faisait négliger la lointaine Amérique.

Dans ces conditions, la guerre semblait peu probable, parce que, comme le disait Chateaubriand : "nous ne voulons pas la guerre" et que "le continent qui fait tant de bruit de ses théories, ne nous seconderait pas si nous voulions les soutenir à main armée contre l'Angleterre." Mais le ministre des affaires étrangères n'en était pas moins fort embarrassé de sortir d'une situation à laquelle il ne voyait point de solution. Il écrit à Polignac le 24 mars 1824[1] : "Évitez de parler du parti que nous prendrons sur les colonies, dans le cas où l'Angleterre vint à déclarer leur indépendance ; c'est

[1] Chateaubriand. oeuvres. t XX. _.

là le point scabreux et notre secret; alors comme alors, nous prendrons conseil de l'évènement."

XXV.

L'évènement ne devait pas se montrer favorable à M. de Chateaubriand: les Puissances avaient fini par répondre, au mois de mai, à l'invitation que le Comte d'Ofalia leur avait adressée depuis quatre mois déjà: elles acceptaient de prendre part au congrès qui doit se réunir à Paris pour régler la question des colonies espagnoles. Ofalia s'empresse alors de demander à Sir William A'Court l'adhésion de l'Angleterre à cette réunion européenne. Canning se montra aussi inébranlable à ce moment qu'il l'avait été au congrès de Vérone et dans sa conférence avec M. de Polignac. Il rédigea sur-le-champ une note énergique dans laquelle il déclare que "(1) Sa Majesté Britannique prendrait, à son heure, les mesures qu'elle jugerait bonnes, relativement aux divers états de l'Amérique espagnole, sans avoir plus longtemps égard à la cour de Madrid, mais en même temps, sans aucun sentiment d'inimitié envers cette cour ou d'hostilité pour les intérêts réels de l'Espagne." Il refusait catégoriquement

(1) Stapleton. Political life. t. II. p. 50.-.

et sans détours de participer au congrès projeté, et par son abstention, il paralysait toute action de la part de l'Europe, qui désirait surtout retenir l'Angleterre sous son influence. En réalité, Canning brisait définitivement avec le continent et lui signifiait son intention bien arrêtée de ne pas entraîner, et de ne pas laisser entraîner, la marche des évènements.

Mais en même temps, et c'est à remarquer, le chef du Foreign-Office ne cherche pas à précipiter la décision qu'il a prise depuis longtemps déjà; il ne cherche pas à devancer l'Espagne dans la reconnaissance des colonies d'Amérique, il voudrait, au contraire, amener la péninsule à sanctionner une séparation imposée par les faits accomplis. Il veut toujours, et avant tout, éviter la guerre; il sent, qu'en ce moment, la reconnaissance opérée par l'Angleterre seule pourrait sembler un défi jeté à l'Europe et la faire sortir de son indifférence; les choses n'en sont pas encore arrivées au point désiré par Canning: sa démarche isolée ne trancherait pas encore définitivement la question; l'Europe, la France surtout, n'étaient pas assez compromises pour ne pas se sentir encore le droit et la force de réclamer. Un discours, qu'il prononça le 15 juin 1824, à la Chambre des Communes, montre avec quelle habileté Canning

conduisait toute cette affaire. Ce jour-là, Sir James Mackintosh avait présenté une pétition des commerçants de la Cité, demandant que le gouvernement du Roi, prenant en considération les immenses avantages qui en résulteraient pour le commerce anglais, consentit à reconnaître officiellement l'indépendance des colonies espagnoles de l'Amérique du Sud. Canning, dans sa réponse, après avoir exposé la ligne de conduite suivie jusqu'alors par le Cabinet, réussit à faire comprendre à la Chambre combien la reconnaissance actuelle accomplie par l'Angleterre seule serait malencontreuse, et même serait nuisible à la sécurité du commerce anglais, à l'avenir des États d'Amérique. Il expliqua que le mot reconnaissance avait un sens double: il peut signifier l'indépendance reconnue par un état neutre, ou bien l'indépendance reconnue par l'état suzerain. Or, il était certain que l'acception large du second sens avait des conséquences plus étendues et plus importantes que dans le premier cas. C'était le second genre de reconnaissance qu'il fallait rechercher aujourd'hui pour les colonies espagnoles: « (1) La reconnaissance par une puissance neutre seule ne peut, par la nature même des choses, entraîner avec elle autant d'autorité que si elle

(1) Histoire du ministère de G. Canning. t. I. p. 293 et s.

était accompagnée en même temps de celle de la mère-patrie. Si donc le gouvernement de la grande-Bretagne avait consulté exclusivement les intérêts des états coloniaux, elle aurait encore suivi la marche que nous avons prise; il devait être de la plus haute importance pour ces États que la reconnaissance par la grande Bretagne fût différée, dans l'espoir d'obtenir une concession semblable de l'Espagne, au lieu de précipiter tellement la reconnaissance par la grande-Bretagne, que la reconnaissance par la mère-patrie fût retardée ou empêchée."

XXVI.

D'ailleurs les circonstances allaient se prêter admirablement aux desseins de Canning et le mettre à même de ne plus "différer" très longtemps.

Les troubles, suscités en Espagne par le gouvernement tyrannique de Ferdinand VII, lui permettaient moins que jamais de se séparer de ses protecteurs français: un nouveau traité d'occupation avait donc été signé le 30 juin 1824, aux termes duquel l'armée française ne devait quitter le territoire espagnol que le 1er janvier 1825.

Canning n'hésita pas, la situation devenait grave; les Français faisaient mine de s'implanter dans la péninsule;

En tous cas, ils étaient en train de se créer des droits à la reconnaissance du roi d'Espagne. Il fallait à tout prix contrebalancer cette influence menaçante et répondre à la prolongation de l'occupation française en Espagne par une démarche significative en Amérique. La France s'attardait dans la métropole, l'Angleterre devait la devancer dans ses colonies.

Elle le devait d'autant plus que les États-Unis, les plus proches voisins des nouvelles républiques, profitant de la division des Puissances européennes, allaient vraisemblablement prendre une position inexpugnable sur les marchés du nouveau monde et en accaparer la plupart des produits. Le moment était venu pour l'Angleterre de sortir de sa neutralité; il lui fallait agir. Dans un mémoire daté du 23 juillet 1824, et adressé au roi, Canning fait ressortir la prudence de la politique anglaise jusqu'à ce jour, mais déclare la nécessité d'établir d'étroites relations commerciales avec un des États, au moins de l'Amérique du Sud: "[1] Les serviteurs de Votre Majesté sont d'opinion que chaque pas accompli, et chaque déclaration faite dans la question des colonies espagnoles, depuis les deux dernières années, ont été en stricte conformité avec les principes

[1] Stapleton. G. Canning and his times. p. 397. —

annoncés à l'Espagne en juin, et aux alliés en novembre 1822, et les progrès accomplis depuis cette époque sont si loin d'avoir été précipités ou irréfléchis, que, considérant, d'un côté, le changement de situation de l'Espagne par l'occupation de son territoire par une armée française, et considérant, de l'autre, le changement de situation des provinces hispano-américaines produit par la reconnaissance qu'elles ont obtenue du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, — considérant aussi l'influence que ce gouvernement est vraisemblablement destiné à acquérir dans toutes ces contrées, et les avantages spéciaux de commerce qu'il a acquis dans quelques-unes d'entre elles par suite de cette reconnaissance, — les progrès du gouvernement de Votre Majesté dans cette importante question ont été empreints d'une circonspection et d'une patience singulières.... La longue période qui s'est écoulée, non seulement depuis que l'Etat de Buenos-Ayres a déclaré sa séparation d'avec l'Espagne, mais depuis qu'un seul soldat espagnol a existé sur son territoire, ... la assiette définitive du gouvernement, et, par suite, sa capacité d'entretenir toutes relations politiques contractées ~~avec~~ lui, l'étendue du commerce de Buenos-Ayres avec ce pays-ci, le nombre des sujets de

Votre Majesté actuellement établis dans cet État, et l'importance de fixer le caractère de ce grand traffic commercial par quelqu'arrangement diplomatique formel, — toutes ces considérations ont persuadé les serviteurs de Votre Majesté qu'ils ont accompli pour le mieux leur devoir en avertissant humblement Votre Majesté que le moment est arrivé de faire un pas décisif vers l'établissement de relations avec Buenos-Ayres." En conséquence, le cabinet de Londres envoya à Parish, consul à Buenos-Ayres, les pleins pouvoirs nécessaires pour négocier un traité de commerce entre cet État et l'Angleterre. C'était le prélude immédiat d'une reconnaissance complète; une fois ratifié, "ce traité aurait la valeur d'une reconnaissance diplomatique de l'État avec lequel il avait été conclu."

XXVII.

Ainsi le dénouement était proche. L'Angleterre allait recueillir les fruits de sa neutralité et de son isolement, grâce surtout à la politique équivoque de la France en Espagne. C'était en réalité de la France, mêlée et intéressée plus que toute autre Puissance à l'affaire des colonies

espagnoles, que Canning allait triompher. Et cependant il est curieux de voir qu'à ce moment même, et tout près de la victoire, le chef du Foreign-Office, malgré son opinion peu flatteuse sur M. de Villèle et M. de Chateaubriand, regrette que l'attitude du cabinet des Tuileries ait empêché toute alliance entre les gouvernements anglais et français.

Dans l'automne de 1824, Sir Charles Stuart avait quitté l'ambassade de Paris et avait été remplacé par Lord Granville, un vieil et intime ami de George Canning; celui-ci, quelques jours après l'arrivée du nouvel ambassadeur à la cour de Charles X, lui écrivit une lettre confidentielle pour le mettre au courant des choses et des hommes. Il est intéressant de voir le ministre anglais, si près du but, rappeler, en quelques mots, la ligne qu'il a suivie pendant trois années et apprécier ceux dont il a eu à combattre la politique.

(1) Il commence par expliquer que, pour conserver les bonnes relations entre les deux pays, la confiance devait être réciproque et que la franchise anglaise devait provoquer la franchise française. il ne faut pas livrer ses vues et n'obtenir en retour que silence ou mensonges. "C'est

---

(1) Stapleton. G. Canning and his times. p. 402.–.

espagnole, que Canning allait triompher. Et cependant il est curieux de voir qu'à ce moment même et tout près de la victoire, le chef du Foreign Office, analyse son opinion peu flatteuse sur M. de Villèle et M. de Chateaubriand, regrette que l'attitude du Cabinet des Tuileries ait empêché toute alliance entre les gouvernements anglais et français.

Durant l'automne de 1824 Sir Charles Stuart avait quitté l'ambassade de Paris et avait été remplacé par Lord Granville, ami intime et intime ami de George Canning, celui-ci, quelques jours après l'arrivée du nouvel ambassadeur à la cour de Charles X, lui écrivit une lettre confidentielle pour le mettre au courant des choses et des hommes. Il est intéressant de voir le ministre anglais et homme d'État, rappeler, en quelques mots, la ligne qu'il a suivie pendant trois années et apprécier ceux avec qui il a eu à combattre la politique.(1)

Il commence par expliquer que, pour conserver les bonnes relations entre les deux pays, la confiance devait être réciproque et que la franchise anglaise devait provoquer la franchise française. Il ne peut pas donner ce nom et il attribue au retour que [illegible] au ménage. "C'est

---

(1) Temperley. G. Canning and his times p. 161 –

là une ligne de conduite qui n'a ni utilité ni dignité..... C'est là cependant la ligne que la France aurait bien voulu nous voir suivre, par rapport aux deux questions que vous désignez particulièrement comme celles sur lesquelles vous espérez trouver d'abondantes instructions, l'Amérique espagnole et la Grèce. Pour ce qui est de la première, nous n'avons réellement rien à dire que le monde entier ne sache déjà. Mais c'est parce que j'ai trouvé qu'il n'était pas possible de se fier à tout ce que nous disait le gouvernement français de ses vues et de ses intentions sur ce sujet, c'est parce que je me suis aperçu qu'il tenait des langages différents à différentes Puissances, que j'ai eu recours à la publicité, et que j'ai livré au monde ma conférence avec le Prince de Polignac, révélation qui (je le reconnais) a tranché la question et doit régler toutes nos démarches futures à mesure qu'elle se déroulera. Nous nous serions entendus, nous aurions pu nous entendre l'un et l'autre sur cette question au début, si la France avait eu la franchise (ou le courage) de se déclarer avec nous contre un congrès. Mais son plan était de rester en bons termes avec les deux parties (je veux dire avec l'Alliance et avec nous), de conserver son crédit auprès de la Sainte-Alliance, de nous faire entrer dans un Congrès à force de cajoleries,

et de nous cajoler pour nous y faire entrer en nous promettant de faire cause commune avec nous une fois que nous aurions bel et bien été dedans. La publication a coupé le noeud de cette politique embrouillée, et dès ce moment il eût été insensé de penser à la confiance entre la France et nous, en ce qui regarde l'Amérique espagnole. D'où vient que la conduite de la France, dans cette affaire, a été, depuis ce moment, variable et incertaine, et, par une conséquence nécessaire, fausse. La duplicité a été rendue encore plus évidente par la différence de langage entre Villèle et Polignac, provenant, soit de ce qu'ils ne savaient réellement pas quel langage tenir, ou de ce que Polignac inclinait à une politique trop ultrageuse pour que Villèle eut voulu se risquer à la soutenir. ...... Je ne suis pas du tout fâché d'être débarassé de leur coopération (des ministres français). Mais je l'ai sollicitée ardemment et sincèrement, non parceque je croyais qu'elle pût nous être d'un secours quelconque dans ce cas spécial, mais parce que j'aurais été content d'inaugurer une entente étroite et particulière entre nous et la France; — entente de laquelle, plus que de toute autre combinaison politique, dépend la permanence de la paix. Car quoique je parle de Chateaubriand comme du père du tortueux système de politique et que

je suis très désireuse de voir Villèle en jeter tout le blâme sur son collègue congédié;[1] cependant je crains, - je crains beaucoup, - que Villèle lui-même ne soit radicalement fourbe et qu'il ne préfère arriver au même point par un sentier tournant et compliqué; plutôt que par un sentier bien droit. »

Dans cette lettre, Canning laisse entendre que les deux questions les plus importantes du moment étaient celles de l'Amérique espagnole et de la Grèce. Il est encore curieux de voir le ministre anglais, à la veille de franchir le pas décisif pour l'Amérique, déclarer ses vues sur la Grèce. Jusqu'alors Canning avait considéré comme intangible le dogme anglais de l'intégrité ottomane. Mais à cette époque une évolution se produisit dans son esprit: le petit peuple grec, à force de courage et d'obstination, avait réussi à se soustraire au joug ottoman; son indépendance, déjà existante en fait, ne pouvait tarder à être reconnue en droit. Il ne fallait pas empêcher l'Angleterre de bénéficier du nouvel ordre de choses, et par une fidélité trop étroite à un principe condamné par la force même des événements, laisser la Russie protéger et dominer le nouvel Etat. D'ailleurs

---

(1) Chateaubriand fut congédié en juin 1824.

dans le courant de l'été de 1824, le gouvernement grec provisoire, qui avait été instruit de certains plans de partage proposés par l'Empereur Alexandre[1], avait chargé son secrétaire, M. Rhodios, d'implorer le secours de la Grande-Bretagne ; celui-ci, à la date du 24 août, écrivait à Canning : "[2] Il n'est pas croyable que Sa Majesté Britannique, qui a montré des dispositions si pleines d'humanité envers les peuples de l'Amérique méridionale, puisse permettre que les Grecs soient effacés du tableau des nations civilisées, comme s'ils étaient indignes d'y figurer, sans avoir le droit de se constituer comme nation. Les Grecs, néanmoins, sous le rapport de leurs droits, se trouvent dans une situation plus favorable que les peuples du midi de l'Amérique. Ils ne combattent pas contre leur mère-patrie, mais contre un peuple qui a envahi et usurpé leur pays et traité leurs enfants en esclaves."

Canning répondit à M. Rhodios le 1er déc. : sans soutenir ouvertement la cause des Grecs, il se contenta de leur faire savoir qu'il suivrait à leur égard la même politique qu'à l'égard des Américains : "[3] Je dois vous faire l'observation que dans la lutte entre l'Espagne et les provinces de l'Amérique

---

(1) Note russe confidentielle de janv. 1824. —.
(2) Hist. du Min. de G. Canning. t. I p. 324. —. (3) id. que (2).

méridionale, l'Angleterre a déclaré et observé une stricte neutralité et que ce même système a été également suivi dans la guerre qui désole maintenant la Grèce".

N'était-ce pas, au fond, leur donner un précieux espoir, puisque déjà le "système" anglais avait permis à Canning de nouer des relations commerciales avec une partie de l'Amérique du Sud ? Instruits par les résultats de la politique adoptée par Canning à l'égard de l'Espagne, cette "Turquie de l'Ouest"(1), les Grecs pouvaient désormais compter sur son appui dans leurs revendications contre la Porte.

Canning considérait que les deux questions d'Amérique et de Grèce étaient connexes ; dans les deux cas, il s'était imposé la même ligne de conduite ; mais la situation n'était pas encore mûre pour la Grèce, alors que, pour les colonies espagnoles, le grand coup décisif allait être frappé.

XXVIII.

C'est la France qui devait, pour ainsi dire, en donner le signal. Le 10 déc. 1824, un troisième traité était signé entre Ferdinand VII et le gouvernement français : les troupes françaises resteraient

---

(1) expression de Canning.

en Espagne aussi longtemps que Ferdinand le jugerait nécessaire pour la sécurité de son trône. Cette fois, l'occupation n'était plus limitée à une date fixe: elle était indéterminée, puisqu'elle dépendait avant tout de la volonté du roi d'Espagne, qui ne semblait d'ailleurs pas disposé à y mettre un terme par de larges réformes et d'utiles concessions. L'Espagne devenait, en réalité, une sorte de protectorat français; rien n'empêchait le cabinet des Tuileries, grâce au puissant service qu'il rendait à Ferdinand, d'imposer désormais ses volontés à Madrid.

Canning comprit que le moment était venu de franchir le dernier pas: le drapeau français, planté sur les marches mêmes du trône espagnol, était une menace pour l'équilibre européen, pour l'équilibre du monde. L'Espagne, renforcée et soutenue par les armées françaises, pouvait songer à rétablir sa domination sur l'Amérique du Sud. Un moyen s'imposait pour contre-balancer l'inquiétante expansion de l'influence française et couper court aux desseins de Ferdinand sur ses anciennes colonies: la reconnaissance de l'indépendance des nouvelles républiques hispano-américaines. Canning s'empressa d'effectuer cette reconnaissance.

Le 14 déc., c'est-à-dire quatre jours après le traité franco-espagnol, le chef du Foreign-Office présentait à George IV un mémoire où il lui expose l'absolue nécessité de cette mesure : «[1] L'intention (du cabinet des Tuileries) est ouvertement reconnue d'occuper les forteresses espagnoles pour un temps dont les ministres français ne spécifient pas la durée probable. Aucune autre occupation militaire n'a reposé sur une base aussi incertaine. L'occupation de la France par les armées alliées était fixée pour une période de cinq ans au plus, susceptible d'être raccourcie, mais, pour aucun motif, d'être prolongée. Les occupations du Piémont et de Naples étaient pour une période déterminée, quoique renouvelable. L'occupation de l'Espagne avait jusqu'ici été du dernier genre. Mais la durée en est désormais absolument indéterminée, et dépend, d'après les déclarations de M. de Damas, "entièrement de la volonté et de l'agrément des deux parties".

Les fidèles serviteurs de Votre Majesté ne peuvent se dissimuler ou dissimuler à Votre Majesté qu'accepter comme satisfaisante une explication comprenant (quelles qu'en soient les bases) une occupation militaire indéterminée par la France des principaux ports et

[1] Stapleton. G. Canning and his times. p. 407. —.

arsenaux de l'Espagne, seraient en contradiction avec ces principes de politique qui, au début du siècle dernier, ont engagé ce pays-ci dans une guerre pour empêcher l'établissement d'un Bourbon sur le trône d'Espagne, – avec ces principes qui ont dicté l'article secret du traité entre Votre Majesté et l'Espagne en 1814, stipulant le non-renouvellement de "tout engagement entre l'Espagne et la France de la nature du pacte de famille;" – et avec ceux qui ont induit Votre Majesté, au commencement de la guerre entre la France et l'Espagne, à limiter la déclaration de neutralité de Votre Majesté par la condition que "la France ne poursuivrait rien de semblable à une occupation permanente de l'Espagne".
..... Si le séjour de l'armée française en Espagne doit se mesurer à l'existence des éléments de discorde dans ce malheureux pays, la présente génération au moins disparaîtra avant que les forteresses espagnoles passent à d'autres mains qu'aux mains françaises..... Les serviteurs de Votre Majesté ne peuvent pas négliger la considération et la prépondérance politiques, acquises par la France pendant son occupation prolongée, et provenant de ce qu'elle tient en sa possession les forteresses, les ports et les arsenaux de l'Espagne..... Envers

Ordonnance de l'Espagne, serait en contradiction avec ce principe de politique que, au début du siècle dernier, ont engagé le Roy et l'Empereur pour s'opposer à l'établissement d'un Bourbon sur le trône d'Espagne, — avec ces principes qui ont dicté l'article secret du Traité entre Votre Majesté et l'Espagne en 1814, stipulant le non-renouvellement de ce tout engagement entre l'Espagne et la France de la nature du pacte de famille ? — et avec ce qui avait induit Votre Majesté, au commencement de la guerre entre la France et l'Espagne, à limiter la déclaration de neutralité de Votre Majesté par la condition que « la France ne prendrait rien de semblable à une occupation permanente de l'Espagne ».

...... Si le séjour de l'armée française en Espagne était prolongé, et l'existence des éléments de discorde dans ce malheureux pays, la présente génération des hommes d'État espagnols, ainsi que les partisans espagnols placés à la tête de cette grande entreprise...... Les conseillers de Votre Majesté ne pourraient pas négliger la considération et la prépondérance politique, acquises par la France pendant son occupation prolongée, et Et ce pendant de ce que l'état d'une nécessaire des Puissances, la paix et les Ordonnances de l'Espagne...... [illegible]

l'Espagne elle-même, toutes les mesures de délicatesse et de patience ont déjà été épuisées....... Que puisque, par suite de la situation dans laquelle se trouve placée l'Espagne, par l'occupation indéterminée de ses places fortes par les armes d'une Puissance étrangère, elle ne peut pas être considérée comme un agent libre, et que, naturellement, l'Espagne étant essentiellement française dans sa politique étrangère, il est de notre devoir d'empêcher l'Amérique espagnole d'être placée dans la même sujétion, sont des points qui paraissent à votre serviteur avoir été démontrés d'une manière si concluante, —, qu'il serait impardonnable de troubler Votre Majesté en les discutant davantage."

Le roi approuva aussitôt les propositions de son ministre et Canning donna les instructions nécessaires pour accréditer des représentants anglais dans les différents états de l'Amérique du Sud.

Quelques jours après, le 1er janvier 1825, à la réception du corps diplomatique, il annonçait officiellement aux Ambassadeurs des Puissances Etrangères que le gouvernement du Roi avait résolu [redacted], "(1) sur la base de la

---

(1) Martens. nouveau recueil. VI, II. supplément, X, II, p. 667. —.

reconnaissance des colonies comme États indépendants", d'envoyer des chargés d'affaires en Colombie, au Mexique, à Buenos-Ayres et de conclure avec ces États des traités de commerce.

XXIX.

On aurait pu croire, qu'en apprenant cette nouvelle, les Puissances continentales allaient faire éclater leur colère et lancer un ultimatum à l'Angleterre. Pour être conséquents avec eux-mêmes, les hommes de la Sainte-Alliance devaient demander, au cabinet de Londres, réparation immédiate du coup qu'il venait de porter au principe de la légitimité; ils devaient prendre fait et cause pour le roi d'Espagne et faire opposition à une décision qui consacrait la perte de ses provinces sujettes. L'Angleterre avait ouvertement contrevenu aux principes proclamés par l'Empereur Alexandre et solennellement confirmés à Aix-la-Chapelle; le roi d'Espagne se voyait dépossédé de territoires sur lesquels il exerçait des droits légitimes. Le moment était venu pour la Sainte-Alliance de s'affirmer et de montrer au monde entier qu'elle était déterminée à poursuivre partout et toujours l'application de ses principes. C'était le cas ou jamais, pour l'Empereur

Alexandre ou M. de Metternich de réunir un congrès, de constituer un nouveau tribunal arbitral et de citer l'Angleterre à comparaître à la barre pour lui demander raison de son audacieuse attitude.

Il n'en fut rien; on ne réunit pas de congrès, on ne fit pas de démonstration armée, on n'exigea pas de rétractation de la part de l'Angleterre. La Sainte-Alliance faillit à elle-même; elle ne sut pas soutenir son rôle et elle laissa voir, dans cette affaire, que son idéal de générosité et de confraternité entre souverains était surtout placé dans l'intérêt bien entendu de chacun de ses membres. Ils étaient alors occupés, avant tout, de la question d'Orient. La Russie, malgré les oscillations de son souverain et le désir d'Alexandre de tout régler par une entente commune, cherchait à délivrer la Grèce du joug ottoman; Metternich ne voulait pas se prêter à un dépècement de la Turquie; la France craignait de perdre son influence sur Méhémet-Ali, le pacha d'Égypte. Quant à l'Angleterre, elle avait refusé de prendre part à aucun arrangement général sur la question et elle avait déclaré une neutralité qui n'était pas sans inquiéter les cabinets du continent. On savait que le Cabinet de Londres n'avait pas craint de montrer quelque sympathie pour le

peuple grec : Canning n'avait-il pas été jusqu'à envoyer une réponse, au mois de décembre 1824, au gouvernement provisoire grec, et ce seul fait d'entrer en relations avec les insurgés, n'équivalait-il pas à les reconnaître comme belligérants ? Le ministre anglais ne découvrait-il pas ses plans et, devançant les projets russes, ne se ferait-il pas, du nouvel état grec, un client précieux pour la domination de la Méditerranée, un allié menaçant pour les prétentions d'Alexandre ou de Metternich en Orient ?

La situation était donc difficile : les Puissances continentales, toutes absorbées dans la poursuite d'intérêts aussi proches, divisées par des événements que les unes favorisaient, que les autres contrecarraient, ne trouvèrent plus en elles la foi suffisante pour se rassembler sous la bannière de la Sainte-Alliance et accomplir leurs belles promesses sur l'assistance mutuelle des rois.

C'est ce qui explique l'attitude pacifique et assez modérée prise par les cabinets d'Europe, après que Canning leur eût annoncé la décision du gouvernement du Roi relativement aux colonies espagnoles. Ils se contentèrent d'expédier chacun une note à leurs ambassadeurs à Londres, avec ordre d'en lire le contenu à Canning. Dans les premiers jours du

mois de mars 1825, les ambassadeurs de Russie, d'Autriche et de Prusse communiquèrent au chef du Foreign-Office la réponse de leurs gouvernements respectifs à la notification du 1er janvier.
Les entrevues[1] entre le ministre anglais et les trois ambassadeurs ne donnèrent pas lieu à des récriminations bien violentes : Canning ne se montra pas fort troublé du "haut et puissant déplaisir" des trois cours, et il n'eut pas de peine à déjouer les petites tracasseries imaginées contre lui.

Le comte de Lieven ouvrit la marche ; au nom de l'Empereur Alexandre, il allait commencer à lire une longue dépêche de protestations, quand Canning l'arrêta en lui demandant s'il était autorisé à en laisser une copie ; sur sa réponse négative, Canning déclara qu'il lui était impossible de charger sa mémoire d'expressions aussi nombreuses et nécessitant peut-être une discussion ou une rectification. Lieven fut confondu ; dans son embarras, il alla jusqu'à demander au ministre ce qu'il devait faire. Canning lui conseilla alors d'exposer verbalement les instructions contenues dans sa dépêche, en laissant celle-ci de côté. Lieven suivit cet avis. Aussitôt après son départ, Canning lui

---

[1] Stapleton = G. Canning and his times. _ lettre particulière de Canning à Lord Granville, du 4 mars 1825. p. 428-429-430-431._

envoya un memorandum relatif à leur conversation en le priant d'en corriger, au besoin, les inexactitudes. Le lendemain, ce fut le tour du Prince Esterhazy qui venait aussi lire les protestations de la cour d'Autriche. Canning agit de même avec lui, refusa d'entendre la lecture de la dépêche et lui envoya également un memorandum pour bien établir le sens des déclarations. Enfin le baron de Maltzahn parut le dernier. Il avait évidemment été informé par ses collègues des dispositions du ministre, car, sans lire aucun papier, il se mit aussitôt à discourir d'un ton assez animé. Mais Canning le réduisit au silence en lui demandant comment il pouvait "concilier les grands principes qu'il était chargé de proclamer au sujet des droits de l'Espagne sur ses provinces d'Amérique, avec la reconnaissance générale de Bernadotte, tandis que le légitime roi de Suède errait en exil et mendiait à travers l'Europe?".

En somme les protestations de la Sainte-Alliance étaient de pure forme, les cours continentales les avaient formulées par raison de convenance diplomatique, nullement dans l'idée d'employer des moyens coercitifs vis-à-vis de l'Angleterre. Ces[1] "trois sermons" n'étaient que de simples réclamations platoniques: celui

---

(1) Stapleton = G. Canning and his times. Lettre à Lord Granville, 4 mars 1825.

de la Russie était "le plus modéré", comme il fallait s'y attendre de la Puissance qui craignait, plus que toute autre, la rivalité de l'Angleterre en Orient; l'Autrichien était "le plus raide et le plus sévère (ou le plus austère, plutôt, le plus à cheval sur les principes)", comme il était naturel de la part du pontife de la Sainte-Alliance, de M. de Metternich; le sermon prussien était "le plus impertinent", venant d'une cour où la politesse revêtait toujours un caractère acerbe.

Mais, en définitive, aucun des trois "n'allait plus loin que "le regret ou l'improbation" et aucun ne "parlait de conséquences"."

Du reste la Russie avait ouvertement déclaré qu'elle ne voulait plus entendre parler de cette question. La Sainte-Alliance, après cette légère satisfaction donnée au principe de la légitimité, considérait l'affaire comme terminée.

XXX.

L'Espagne ne prenait pas aussi facilement son parti de la perte de ses colonies; elle ne pouvait pas voir, avec la même indifférence que l'Europe, le continent américain échapper à ses droits et livrer ses richesses à d'autres nations. Elle éleva donc d'énergiques protestations auprès du cabinet de Londres.

Le ministre des affaires étrangères d'Espagne, M. Zéa Bermudès, fit parvenir à M. Canning une longue note dans laquelle il reprochait vivement à l'Angleterre d'avoir violé les principes du droit des gens et les traités anglo-espagnols de 1808 et de 1814, en reconnaissant l'indépendance des colonies d'Amérique ; il déclarait que le roi Ferdinand VII n'avait jamais abandonné ses droits de souveraineté sur ces territoires, enfin il invoquait, contre les procédés du cabinet de Londres, le principe de la légitimité, supérieur à toutes les révolutions, et règle de tous les États d'Europe.

Canning comprit que la note espagnole était le dernier effort de la politique continentale contre la reconnaissance qu'il avait effectuée ; il fallait mettre un terme à toute réclamation de ce genre et clore définitivement la question, en réfutant les arguments espagnols et en publiant tout haut les manœuvres et les contradictions de la politique continentale. Le 25 mars 1825, il fit parvenir une réponse complète et décisive à M. Zéa Bermudès : (1) Les Anglais n'avaient pas aidé les Américains à se rendre indépendants ; ils sont restés simples spectateurs d'une lutte dont ils ont seulement prévu l'issue

(1) Hist. du min. de G. Canning. t. I. p. 315 et suiv.

longtemps avant tout le monde. La reconnaissance des États de l'Amérique du Sud ne viole pas les principes du droit des gens et les traités de 1808 et 1814 : le premier n'avait pour but que d'unir les forces des deux pays contre Napoléon ; le second a établi la neutralité de l'Angleterre vis-à-vis de l'Amérique, neutralité rigoureusement observée, puisqu'il a été voté en 1819 un bill défendant aux Anglais de fournir des munitions de guerre aux habitants de l'Amérique espagnole. Du reste l'Espagne a toujours refusé la médiation de l'Angleterre entre elle et ses colonies.
« Il a été démontré, par le silence constamment gardé par l'Espagne jusqu'après les conférences d'Aix-la-Chapelle (1818), où la question d'un accord entre elles et ses colonies fut agitée pour la première et dernière fois entre les grandes Puissances européennes, qu'elle n'a jamais eu l'intention sérieuse de proposer aux Américains des conditions acceptables. Ce n'est qu'en 1822 que l'Espagne fit connaître proprio motu, qu'elle était disposée à entrer en arrangement pour obtenir la paix en Amérique, sans s'expliquer toutefois sur la base à adopter. Enfin, à la fin de la même année, le gouvernement espagnol reconnut le principe de l'indépendance des colonies comme point de départ

d'un arrangement; des négociations furent ouvertes, leur résultat fut heureux et cependant Sa Majesté Catholique les a depuis rejetées. Dès lors l'Angleterre a pu manifester son opinion. Cependant ses vues ne furent communiquées que d'une manière confidentielle au cabinet de Sa Majesté Catholique et le résultat des négociations à ce sujet n'a été porté à la connaissance des autres Puissances qu'en 1824." D'ailleurs, à ce moment les provinces de l'Amérique du Sud avaient proclamé leur indépendance de fait; la mère patrie avait perdu toute autorité sur elles. Comment peut-on réclamer un droit de souveraineté sur des pays dans lesquels il ne peut plus être exercé d'une manière effective? L'Espagne ne les gouvernait plus, et cependant elle en était toujours responsable. "Toutes les communautés politiques sont responsables de leur conduite vis-à-vis des autres communautés politiques, c'est-à-dire, elles sont obligées d'accomplir les devoirs internationaux ordinaires et de fournir réparation pour toute violation des droits des autres par leurs citoyens ou leurs sujets." L'Espagne ne pouvant plus accomplir ces devoirs au nom de citoyens qui s'étaient soustraits à son autorité; la reconnaissance s'imposait. Enfin quelle est la valeur de ce principe de la légitimité ~~invoqué~~

par l'Espagne? N'est-il pas contestable? Et l'Angleterre lui a-t-elle porté le premier coup? Les Puissances continentales, qui le portent si haut, ne l'ont-elles pas violé les premières? "Toutes les Puissances de l'Europe ont non-seulement reconnu les différents gouvernements de fait qui se sont succédés et ceux qui ont d'abord renversé du trône de France la maison de Bourbon, mais encore elles ont fait des traités avec eux."

A l'Europe qui l'accusait de pactiser avec les révolutionnaires d'Amérique, Canning répondait en rappelant les relations des puritains actuels de la Sainte-Alliance avec la Révolution Française et l'Empereur Napoléon. Il les confondait en leur prouvant combien leurs fameux principes étaient de fraiche date et en contradiction avec leur conduite antérieure. "(1) La note du 25 mars était en quelque sorte beaucoup plus explicite que la reconnaissance elle-même, car celle-ci pouvait n'être considérée que comme un fait isolé, tandis que la première était un exposé de principes applicables à toutes les circonstances semblables dans lesquelles pourrait se trouver désormais l'Angleterre et qui serviraient d'antécédents. C'est ce que comprenaient fort bien les représentants

(1) Hist. du ministère de G. Canning. t. I. p. 323.

de la Sainte-Alliance et ce qui ajouta un nouveau degré d'exaspération à la haine secrète qu'ils portaient depuis longtemps au grand homme d'État qui les écrasait à la fois de la puissance de son génie et de son mépris."

XXXI.

Cependant le Prince de Metternich ne désarmait pas encore, il ne pouvait encore consentir à s'incliner devant le triomphe de Canning; la haine profonde qu'il portait au ministre anglais, au "fléau du monde", le poussait à user d'un dernier expédient. Il voulait tenter un suprême effort pour lui ravir le profit de la reconnaissance de l'Amérique du Sud. Il lui semblait impossible que lui, le Chancelier de l'Empire d'Autriche, l'arbitre tout-puissant des destinées de l'Europe, ne trouvât pas un moyen de diminuer la victoire de l'Angleterre et de tirer parti des circonstances mêmes qui l'avaient occasionnée.

C'est dans ces intentions qu'il se rendit à Paris au mois d'avril 1825. Il y fut reçu comme un véritable souverain, dîna chez le roi, et vit les ministres et les ambassadeurs de tous pays venir journellement assiéger sa porte. Un tel empressement lui faisait plaisir sans l'étonner, il le trouvait

tout naturel, et il écrit, avec sa modestie accoutumée: "[1] A Paris, les hommes sont vis-à-vis de moi comme des éponges qui seraient avides d'absorber des idées." Il se voyait même sollicité de traverser la Manche pour exercer son influence bienfaisante sur Canning, dont la politique inspirait des craintes sérieuses au roi George IV. "[2] Le Prince Paul Esterhazy est arrivé hier, son voyage a été motivé par une invitation directe du roi d'Angleterre à me rendre à Londres. Sa Majesté croit qu'il me sera facile d'achever en quelques jours l'éducation morale de Canning. S'il ne se laissait faire de bonne grâce, sa résistance même serait un prétexte et un moyen de le renvoyer."

Il semblait donc que Metternich eût quelque chance de réussir dans son projet. Dans un rapport adressé de Paris, le 17 mars 1825, à l'Empereur François I, il lui disait: "[3] C'est sur deux objets que se concentre toute l'attention de la politique française: sur la solution des affaires grecques et sur la marche de la politique de l'Angleterre en ce qui concerne les colonies américaines. .... Il n'est que trop facile de prévoir quelle funeste influence ces évènements auront fatalement sur le sort de la Civilisation et l'on peut en déduire

[1] Mémoires du Prince de Metternich. rapport à l'Empereur François I, Paris, 17 mars 1825. — [2] id. — [3] id. —

tout aussi sûrement combien est coupable l'homme qui conduit aujourd'hui la politique anglaise dans des voies erronées et funestes." Il faut combattre cette funeste influence, il faut déjouer les espérances coupables du ministre anglais: "Je construis un plan que je compte méditer et examiner ici même, à l'endroit seul où il peut être réalisé rapidement et avec quelque succès....... La première condition, la condition indispensable est de procurer à l'Espagne de l'argent, mais il faut en même temps s'assurer que cet argent sera véritablement employé en vue d'atteindre le but qu'on se propose." Ce plan c'était celui auquel avait déjà pensé le duc de Richelieu, c'était celui dans lequel M. de Chateaubriand voyait déjà un moyen de contrecarrer les vues de Canning et de sauvegarder, en grande partie, les droits de l'Espagne. Metternich le reprenait aujourd'hui pour empêcher Canning de récolter tous les fruits de sa victoire: il voulait transformer les nouveaux Etats de l'Amérique du Sud en monarchies rattachées plus ou moins indirectement au roi d'Espagne. On ne pouvait pas supprimer la liberté du commerce, conquise par les Américains, sanctionnée par les Anglais; au moins pouvait-on essayer

d'arracher le nouveau continent à l'influence des idées nouvelles, des idées révolutionnaires, anglaises par conséquent, et établir au-delà des mers des souverains qui seraient les défenseurs et les apôtres de la Sainte-Alliance.

C'est dans ces intentions que Metternich rédige à Paris, au nom des Cabinets de l'alliance, une note destinée à Canning. Il y déclare qu'"(1)"il ne refuse pas son assentiment à la reconnaissance de l'indépendance des colonies, sous la condition que le cabinet britannique ne s'opposera pas, de son côté, à ce que les Puissances Européennes emploient leur influence pour faire placer des princes légitimes sur les trônes des nouveaux états américains, " afin de maintenir le principe monarchique et d'éviter un grand scandale.""

Metternich espérait peut-être ébranler Canning et faire remettre en question toute l'affaire des colonies espagnoles. Il se heurta à la fermeté du chef du Foreign Office. Celui-ci lui répondit : "(2) nettement et négativement sur la question de l'Amérique du Sud, maintenant son refus sur ce qu'il est trop tard, que d'ailleurs — l'Angleterre n'a aucun reproche à se faire, que sa marche avait été connue de toutes les parties intéressées,

(1) Hist. du Min. de G. Canning. t. I. p. 355 et s. — (2) id. —

qu'elle avait essayé tous les moyens de conciliation, mais que, malheureusement, ses avis, dictés par la plus sage prévoyance, n'avaient rencontré que des esprits prévenus ou séduits par de funestes illusions."

Il était trop tard; Metternich se croyait assez fort pour faire prévaloir ses vues; il croyait que Canning reviendrait en arrière, qu'il pourrait accepter une transaction, après trois années de lutte, après une victoire complète. L'infaillible, le tout-puissant Metternich se trompait. L'habile et ferme Canning avait déjoué ses manoeuvres concertées après la dernière heure.

XXXII.

Mais le chef du Foreign-office n'avait pas eu à triompher seulement de l'hostilité de la Sainte-Alliance. En Angleterre même, autour de lui, jusque sur le trône, il avait rencontré des adversaires contre lesquels il avait fallu lutter aussi; il lui avait fallu emporter leur assentiment pour ne pas voir son oeuvre compromise, sa politique réduite à l'impuissance. C'est le côté intime, pour ainsi dire, de la question des colonies espagnoles, et celui qui achève de montrer, qu'attaqué au dehors, menacé au dedans, Canning

finit par avoir raison de tous les obstacles et réussit à imposer ses vues à l'Angleterre aussi bien qu'à l'Europe.

Quand il fut chargé de la direction du Foreign-Office, en 1822, dans le ministère présidé par Lord Liverpool, et dont le duc de Wellington était le personnage le plus influant, Canning était tory. Mais, par le cours même des événements, il fut amené à devenir le chef d'un parti national et à ne plus prendre comme loi de politique extérieure que l'intérêt même du peuple anglais. Dans cette évolution, il en vint à ne plus se trouver d'accord avec l'"École continentale", c'est-à-dire avec cette partie du Cabinet toute gagnée aux idées de la Sainte-Alliance et dont le représentant le plus fameux était Lord Wellington. Wellington avait acquis sa gloire sur les champs de bataille du continent ; il avait été un des vainqueurs heureux de l'Empereur Napoléon ; on l'avait nommé au commandement en chef des armées alliées d'occupation en France. Son influence était prépondérante à la cour de France et auprès de tous les souverains dont il avait été le sauveur. Il se trouvait donc le défenseur naturel de l'état de choses créé en 1815 et des principes proclamés par la Sainte-Alliance. Dans ces conditions, il ne pouvait pas approuver la politique d'isolement adoptée par Canning. Au congrès de Vérone, il était

lié par ses instructions et il avait été obligé d'annoncer aux autres plénipotentiaires la neutralité de l'Angleterre; mais dans des conversations particulières, il ne faisait pas difficulté d'avouer que la conduite de son chef n'était pas de son goût. Cette divergence de vues n'avait pas été sans faire naître le secret espoir à Paris et à Vienne de renverser un ministre qui menaçait la quiétude de la Sainte-Alliance. En 1823, Polignac et Esterhazy avaient reçu l'ordre, à Londres, de "(1) faire sauter M. Canning."
Le roi George IV s'était rangé du côté de Lord Wellington; il en faisait son confident, il le consultait sur la politique extérieure, sans admettre Canning dans ces conversations.

La conclusion d'un traité de commerce avec Buenos-Ayres, au mois de juillet 1824, faillit amener une rupture entre Wellington et Canning; mais la "(2) puissance d'adhésion gluante" du duc à son portefeuille, et surtout la conscience inébranlable de Canning dans la bonté de sa cause, avaient sauvé la situation. Canning, d'ailleurs, dans toutes ces divisions intérieures, déploya une patience et une habileté admirables. Sentant qu'il avait la nation pour lui, il ne récrimina pas contre l'influence

---

(1) Stapleton = G. Canning and his times. Lettre à Lord Granville, 15 nov. 1824. p. 405. — (2) id. —.

occulte et contraire de Wellington, contre le mauvais vouloir de ses autres collègues. Il chercha au contraire à les persuader, à leur montrer l'intérêt supérieur de l'Angleterre à se détacher de la Sainte-Alliance, et peu à peu il réussit à faire évanouir les craintes des uns, l'hostilité des autres, à déjouer les manœuvres des ambassadeurs étrangers et à faire partager ses vues au cabinet entier; pour la politique extérieure le cabinet anglais ne professa plus qu'une seule opinion, celle de Canning.

Cette lutte de tous les moments avait épuisé le ministre. Mais il en sortait victorieux; il avait surtout triomphé de celui de ses collègues dont il redoutait le plus l'influence et dont il aimait le moins le caractère: Lord Wellington avait été obligé de céder; le "Lot Privé", jeu de mots alors courant à Paris, en allusion aux pouvoirs extraordinaires confiés à Wellington, avait reconnu la sagesse de Canning. Dans une lettre écrite quelques jours après la grande décision de la reconnaissance à son ami Granville, celui-ci lui confiait ses fatigues et son bonheur. "(1) Vous apprendrez d'une autre source quelle campagne je viens d'achever. J'en suis réellement terrassé; et le Lot Privé, s'il désirait venger l'alliance en me donnant une fièvre bilieuse, a été bien près d'avoir sa revanche. J'étais très mal hier; mais

(1) Stapleton: G. Canning and his times. - p. 411 -.

j'ai réuni le Cabinet et suis resté tranquillement à la maison, où j'ai lu le Baron Fain, au lieu de travailler à ma tâche quotidienne. et par ce moyen (et d'autres soins nécessaires) je suis bien aujourd'hui et préparé pour le dernier de nos cabinets, auquel je dois soumettre aujourd'hui ma dépêche à Votre Excellence relative à l'Espagne. Ensuite je prendrai congé de ses membres, le Sot y compris, avec plus de plaisir que je ne les ai vus. La lutte a été dure, mais elle est gagnée. Le coup est fait; le clou est enfoncé.
L'Amérique espagnole est libre; et si nous n'administrons pas tristement nos affaires, elle est anglaise et
Novus saeclorum nascitur ordo.
Vous verrez combien Liverpool a noblement combattu avec moi en cette occasion. Je réglerai tous les détails de la mesure, pendant que le "Sot" fête Noël, puis je joindrai Liverpool à Bath."

La parfaite entente des différents membres du Cabinet se manifesta bien clairement quelques jours après la notification officielle de la reconnaissance par le Chef du Foreign-office. Le roi George IV, poussé par Metternich probablement, et très désireux de ne pas rompre avec les membres de la Sainte-Alliance, fit un dernier effort pour contrecarrer la politique de Canning, peut-être pour le renverser. Il adressa, le 27 janvier 1825, un mémoire à ses ministres, pour leur demander

compte de l'attitude du cabinet: (1) Il rappelle que la ligne suivie par le gouvernement au lendemain de la grande guerre continentale consistait dans "l'unanimité de coopération des grandes Puissances, non-seulement dans le but de mettre fin aux hostilités encore existantes, mais pour préserver la tranquillité et la paix future de l'Europe". Le libéralisme adopté depuis plusieurs années par le gouvernement, n'est-il pas un effet de l'esprit révolutionnaire qui souffle toujours? Le roi lui-même s'est éloigné des amis whigs de sa jeunesse; peut-il souffrir que ses ministres adoptent une politique qu'il a réprouvée? "Le roi voudrait demander à Lord Liverpool s'il suppose que les grands instigateurs de cette question espagnole, ligués avec l'opposition, donnent leur appui à une reconnaissance des Provinces Espagnoles, en considération des grands avantages commerciaux que cette mesure peut procurer à ce pays, ou si c'est par amour pour la démocratie, par haine pour une aristocratie monarchique." Le roi voit facilement quel sentiment pousse ces hommes: ils suivraient la même ligne de conduite pour les propres colonies anglaises et tous les établissements soumis à la Couronne anglaise. — La Quadruple alliance a été formée non seulement pour le maintien des traités de

(1) Stapleton - G. Canning and his times. p. 416. —

paix, mais aussi "pour contenir l'ambition et les jalousies des grandes Puissances alliées dans leurs relations mutuelles. Les Jacobins du monde, s'appellant maintenant les libéraux, ont vu la paix de l'Europe assurée par cette grande mesure, et, pour cette raison, ils n'ont jamais cessé de vilipender les principes de la quadruple alliance. La politique récente de la Grande-Bretagne a relâché ces liens salutaires en faisant preuve d'un infatigable désir d'intérêt personnel en opposition directe avec ces sages et larges principes. C'est pourquoi le Roi désire savoir clairement et individuellement des membres de son Cabinet, si les grands principes de politique établis par son Gouvernement dans les années 1814, 1815 et 1818, doivent oui ou non, être abandonnés."

George IV avait demandé une réponse individuelle de la part de chacun de ses ministres, dans l'insidieux espoir de les trouver en désaccord et d'avoir un prétexte plausible pour congédier Canning. Son espoir, vraiment coupable, fut déçu. Les collègues de Canning avaient enfin compris que l'honneur et l'intérêt de l'Angleterre exigeaient une adhésion unanime à sa politique. Le 29 janvier, le Cabinet répondait au roi: "(1) Après s'être librement communiqué

(1) Stapleton - G. Canning and his times. p. 419. -

leurs opinions respectives et individuelles, les serviteurs de Votre Majesté ont trouvé qu'il existait entre eux une entente si complète au sujet de la nature de la réponse à faire à la question de Votre Majesté, qu'ils demandent humblement à Votre Majesté la permission de donner cette réponse, généralement et collectivement". Après avoir justifié la politique suivie jusqu'alors, les ministres ajoutaient: « Quelles que soient les différences ou les nuances de différences d'opinion qui aient pu exister jusqu'ici parmi les serviteurs de Votre Majesté au sujet de l'Amérique espagnole, ils soumettent humblement maintenant à Votre Majesté leur opinion unanime, que les mesures actuellement prises pour l'Amérique espagnole ne sont nullement en contradiction avec un engagement quelconque entre Votre Majesté et ses alliés, que ces mesures sont maintenant irrévocables, et que la bonne foi et l'honneur du pays sont engagés dans toutes leurs conséquences nécessaires. »

C'était une leçon, respectueuse mais ferme, donnée par les ministres à leur roi. George IV commença alors de penser qu'il serait peut-être plus profitable pour lui-même et pour l'Angleterre de faire la paix avec un ministre aussi opiniâtre que Canning. Il comprit qu'il n'était ni honnête ni avantageux pour le roi d'Angleterre de faire de l'opposition

leurs opinions respectives et mutuelles, les serviteurs de Votre Majesté ont trouvé qu'il n'avait existé que une entière unanimité au sujet de la nature de la réponse à faire à la question de Votre Majesté, qu'ils demandent humblement à Votre Majesté la permission de donner cette réponse, généralement et collectivement.
Ayant ainsi justifié la politique suivie jusqu'alors, les ministres ajoutaient :
« Quelle que soit la différence ou les nuances de différence d'opinion qui aient pu exister jusqu'ici parmi les serviteurs de Votre Majesté au sujet de l'Amérique Espagnole, ils soumettent humblement maintenant à Votre Majesté leur opinion unanime, que les mesures actuellement prises pour l'Amérique Espagnole ne sont nullement en contradiction avec aucun engagement quelconque entre Votre Majesté et ses alliés, que les mesures sont maintenant irrévocables, et que la bonne foi et l'honneur du pays sont engagés dans toutes leurs conséquences. »
C'était une leçon, respectueuse mais ferme, donnée par le ministère au roi. George IV connaissait assez ses ministres qu'il savait être plus puissants que lui-même et dans l'opinion du pays et dans la Chambre des communes, opinion que lui-même. Il comprit qu'il n'était pas le moment de tenter une lutte et s'inclina devant la volonté de ses ministres.

à un homme qui représentait la politique nationale. Il se résolut donc à rendre sa confiance à celui qu'il avait combattu jusqu'à ce jour.

Le 27 avril 1825, alors que Canning, souffrant d'un accès de goutte causé par les fatigues du pouvoir, restait enfermé chez lui à Gloucester Lodge, George IV envoya auprès de lui, en ambassadeur de réconciliation, Sir William Knighton, le gardien de la Bourse Privée.(1) Sir William lui parla en termes affectueux et amicaux de la part que le roi prenait à ses fatigues et lui confia qu'il pensait "que l'année dernière avait dû être accablante pour lui et que le pouls de son esprit avait dû marcher à 16 miles à l'heure." Puis venant au point capital de sa visite, il avoua au ministre que "le roi l'avait envoyé sur le continent trois ou quatre fois durant les six derniers mois; que partout où il s'était rendu, il avait ouvert les oreilles et les yeux, et avait été désireux de réunir les opinions et les sentiments généraux, qu'il était tout-à-fait convaincu que la question de l'Amérique espagnole prenait partout la tournure que lui Canning pouvait souhaiter; que les nations étrangères étaient abasourdies de cette mesure, et quelques-unes d'entre

(1) Stapleton = G. Canning and his times. p. 437. "Memorandum très secret" dicté, après la visite, par Canning à son secrétaire.

elles très mécontentes, mais qu'aucune n'osait imaginer qu'il fût possible d'opposer de la résistance à l'Angleterre; que Metternich avait essayé de tout ce qu'il avait pu et couvert ses intrigues des raisonnements les plus spécieux, mais qu'au fond son mobile en tout ceci était le chagrin que lui causaient les succès de Canning, l'envie que lui inspirait sa réputation, et que, poussé par ce mobile, il aurait tout fait pour se débarrasser de lui. Mais que Metternich était maintenant convaincu que Canning était trop fort pour lui et que, sans doute, il s'accommoderait désormais aussi bien que possible aux circonstances". Sir William Knighton ajouta que le roi n'avait jamais eu l'esprit aussi tranquille et aussi rassuré, et qu'il était revenu de ses préventions à l'égard de son ministre.

Canning répondit que son but était de "placer le roi à la tête de l'Europe, au lieu de le voir compté comme cinquième dans une grande confédération, ... il savait que le roi craignait que les mesures prises relativement à l'Amérique espagnole n'entrainassent l'Angleterre à la guerre; il était parfaitement sûr que, prises à temps, elles n'auraient pas ce résultat, mais que tout retard pour les prendre, aurait eu cet effet même qu'on avait eu l'intention d'éviter, parce qu'il aurait encouragé la croyance chez les Alliés que l'Angleterre avait peur, et

Elle très [illegible], mais que aucune
n'avait imaginer qu'il fût possible
d'opposer de la résistance à l'Angleterre,
que Metternich avait songé [illegible] qu'il
avait par là [illegible] ses intrigues des
[illegible] les plus [illegible], mais
qu'on fasse son [illegible] en tout ceci c'était
la [illegible] que lui [illegible] le succès de
Canning, l'homme que lui [illegible]
réputation, et que, jusque par sa [illegible],
il aurait tout fait pour se débarrasser
de lui. Mais que Metternich était
[illegible] convaincu que Canning
était trop fort pour lui et que, sans
doute, il [illegible] désormais
[illegible] bien que possible une [illegible]
[illegible]
[illegible] l'esprit [illegible]
et [illegible], et qu'il était [illegible]
de ses [illegible] à l'égard de son [illegible]
Canning [illegible] que [illegible] était
[illegible]
[illegible]
[illegible]
... il [illegible] que [illegible]
[illegible] à l'Amérique
[illegible] à l'[illegible]
[illegible], il était [illegible]
[illegible]
[illegible]
[illegible]
[illegible] qu'il [illegible]
[illegible] qu'il [illegible]
[illegible]

les aurait conduits à lancer des déclarations insolentes, contre lesquelles le gouvernement, poussé par la nation, aurait été ______, volontairement ou non, obligé d'agir."

Dès ce jour, la plus cordiale intimité s'établit entre le roi et son ministre. George IV, sorti des intrigues domestiques et continentales qui s'agitaient contre la reconnaissance des colonies espagnoles, prouva à son ministre et à l'Europe qu'il était bien décidé à s'incliner devant les faits accomplis. Le 11 oct. 1825, Canning écrivait à son ami Granville; "(1) Vous ne penserez pas que mon voyage à Londres ait été inutile, quand je vous dirai que j'ai reçu, avant-hier, une note du Roi dans laquelle se trouve la phrase suivante: "le Roi recevra les Ministres des nouveaux Etats dans les premiers jours de Novembre." Me rappelant qu'il y a douze mois, c'était une question de savoir si seulement il y aurait des "nouveaux Etats"; et que dans les discussions du jour, un des principaux arguments employés pour me détourner de mon projet était que le Roi ne se réduirait jamais à recevoir leurs Ministres, je trouve les deux lignes citées plus haut une preuve aussi satisfaisante que possible du résultat acquis."

Il n'y avait alors qu'un ministre étranger à Londres, Hurtado, l'envoyé

---

(1) Stapleton: G. Canning and his times. p. 445.

de la république de Colombie. Cette pénurie de représentants des nouveaux États de l'Amérique du Sud ne changea point la résolution du roi : le 21 nov., il reçut officiellement Hurtado. Canning fut très satisfait de l'accueil fait par son souverain au ministre américain. Le roi, après lui avoir adressé quelques compliments, ajouta : "(1) la paix, la paix ! Nous avons eu trente années de convulsion ; conspirons tous maintenant pour le maintien de la paix." — "Ainsi se termina l'audience, et ainsi, voyez ! le Nouveau Monde établi, et, si nous ne le rejetons pas, nôtre !"

Canning pouvait laisser éclater sa joie ; la réception officielle par le roi d'un représentant d'une des républiques de l'Amérique du Sud était une réponse victorieuse à tous ceux, anglais et étrangers, qui voulaient le perdre dans l'esprit de George IV.

L'épilogue de toutes ces intrigues eut lieu à l'occasion de l'audience de congé du Prince Esterhazy, ambassadeur d'Autriche à Londres, le 20 déc. 1825. Cette audience fut en réalité une confession, l'aveu fait par le roi et l'ambassadeur autrichien de leur hostilité contre le chef du Foreign-Office et du désir, partagé par tous les cabinets du continent, de contribuer à

(1) Stapleton : G. Canning and his times. p. 446-447.

de la République de Colombie. Cette journée de représentants des [illegible] de l'Amérique du Sud ne changea point la [illegible] du 30 [illegible] ; il reçut officiellement [illegible]. Canning fut très satisfait de l'accueil fait par [illegible] aux ministres américains. Le [illegible] quelques compliments [illegible][1] — Ah ! [illegible] la paix ! [illegible] de [illegible] ; [illegible] de la paix. [illegible] l'audience [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] !"

Canning prenait bien soin [illegible] ; la réception officielle par le Roi d'un représentant de l'une des républiques de l'Amérique du Sud était une réforme [illegible] à [illegible] [illegible] le [illegible] dans l'esprit de George IV.

[illegible] de [illegible] [illegible] ont lieu à l'occasion de l'audience de Canning du Prince Esterhazy, Ambassadeur d'Autriche, le [illegible] 1825. [illegible] une conférence [illegible] [illegible] d'Ambassadeurs [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] des Cabinets du continent, [illegible]

[1] Stapleton, G. Canning and his Times p. [illegible]

la chute du grand ennemi de la Sainte-Alliance, le souverain anglais et le représentant du souverain autrichien reconnurent leurs fautes en toute humilité; ils en vinrent presque aux larmes; ce fut une scène d'épanchement vraiment touchante. et, dans cette audience de congé, réellement extraordinaire, un roi et un ambassadeur étranger unirent leurs sentiments pour demander au ministre des affaires étrangères, pardon du complot qu'ils avaient contribué à former contre lui. Canning lui-même nous a laissé un curieux récit de cette remarquable entrevue, qui eut lieu moitié en français, moitié en anglais:[1]

Le roi adressa d'abord des paroles gracieuses au prince Esterhazy sur le regret qu'il éprouvait à le voir partir au moment où tout allait si bien. Le Prince répondit en exprimant sa satisfaction pour la manière dont il avait été reçu en Angleterre, particulièrement par Canning qui avait toujours employé avec lui "les formes les plus amicales". C'est alors que le roi, ne cachant plus ses sentiments, se tourna vers Canning: "Oui, il est juste que vous sachiez, et je suis déterminé à le dire en votre présence, qu'Esterhazy fut le premier à "revenir sur votre compte", et à désavouer et à critiquer les "préventions" déraisonnables du Prince

---

(1) Stapleton: G. Canning and his times. p. 448 et s.—.

de Metternich. Il y a bien des mois que le prince Esterhazy m'a dit, de son propre mouvement, qu'il était honteux pour lui-même et pour sa Cour, de l'injustice qui vous avait été faite, et m'exprima sa conviction que, même sur les points sur lesquels vous aviez le plus différé, vous aviez eu raison et aviez fait ce qui était le mieux de tout." – "Oui, je vous le jure," dit le Prince Esterhazy, étendant ses mains et prenant la mienne, tandis que les pleurs lui montaient aux yeux, et se tournant vers le roi, il dit: "Sire, de toutes les grâces dont Votre Majestée m'a comblée (ou quelque chose d'approchant), je considère celle-ci comme la plus touchante. Je désirais que M. Canning sût cela, mais je ne pouvais pas le lui dire moi-même, ou être sûr qu'il m'eût donné créance si je l'avais fait. Combien peu pouvais-je espérer que Votre Majesté aurait daigné prendre la tâche pour elle-même. Oui, je vous le jure," répéta-t-il, en se tournant vers moi; "que, même dans la question coloniale, dans laquelle c'était mon devoir, et celui des autres, conformément à nos instructions, de vous faire le plus d'opposition possible, je suis depuis longtemps convaincu que vous aviez entièrement raison. Mais bien plus encore dans la question qui maintenant occupe tous nos esprits, je veux dire la question grecque."

L'ambassadeur autrichien se mit alors à faire également l'apologie de la politique de Canning en Orient; puis, après avoir encore assuré le roi de l'entière confiance que l'Empereur plaçait dans son gouvernement, il se retira. « Après que le Prince Esterhazy eût pris congé, le Roi me fit asseoir et me répéta la conversation à laquelle il avait fait allusion en présence du Prince Esterhazy, et qui, dit Sa Majesté, avait commencé par une déclaration volontaire de la part du Prince Esterhazy de l'erreur dans laquelle il s'était trouvé pendant quelque temps relativement à la marche de ma politique, et de son abjuration complète de son erreur. Le roi dit que le Prince de Metternich, quoique très habile, était un homme rempli de préjugés, et habitué à n'agir que d'après ses propres vues. Le pauvre Lord Londonderry avait souvent trouvé que, si bien que le Prince de Metternich semblât avoir compris, en conversation, un sujet relatif à l'Angleterre, néanmoins, trois mois après son retour à Vienne, il paraissait avoir oublié complètement tout ce qui s'était passé, et disait et faisait des choses qui mettaient Lord Londonderry dans un grand embarras. Son désir (celui du Roi) avait été de nous réunir Metternich et moi. Il avait proposé à Metternich de venir de Paris pour cette occasion. Il nous avait présentés l'un

à l'autre, et nous aurait enfermés ensemble dans une chambre, où, en une heure de temps, il en était sûr, j'aurais convaincu Metternich et l'aurais amené à la raison.

Me référant aux expressions de regret de Sa Majesté relatives au départ du Prince Esterhazy, j'offris d'écrire une lettre particulière à Sir H. Wellesley lui enjoignant de sonder Metternich pour voir si l'on pouvait revenir sur la décision de son changement; le Roi me donna l'ordre de le faire.......... Après avoir quitté Sa Majesté, je trouvai le Prince Esterhazy qui m'attendait dans la première salle. Il vint à moi et répéta avec émotion la substance de ce qu'il avait dit devant le roi; me remercia de mon intention d'écrire à Sir H. Wellesley, mais exprima son opinion que cela ne serait d'aucune utilité, regretta son départ à un moment où il était si essentiel que l'Autriche et l'Angleterre se comprissent l'une l'autre, mais me supplia de croire "qu'il me rendait enfin pleine justice", et qu'il comprenait maintenant et "savait apprécier ma politique", que j'avais tout entre les mains et que j'étais « destiné à jouer le plus grand rôle en Europe. »

"Il est inutile d'ajouter que nous nous séparâmes très bons amis."

Les protestations du Prince Esterhazy étaient-elles bien sincères? Il est permis d'en douter quand on lit

a l'autre, et nous avions enfermé ensemble dans une chambre, où, en une heure de temps, il en était fait, j'avais commencé Metternich et l'autre trouvé à la raison.
Me refusant une expression de regret de la Majesté Catholique au départ du Prince Esterhazy, j'allais écrire une lettre particulière à Sir H. Wellesley lui enjoignant de rendre Metternich pour que si l'on pouvait revenir sur la décision sans changement, la Russie donne l'ordre de le faire ...... Après avoir quitté Sa Majesté, je demandai le Prince Esterhazy dans la première salle. Il m'écouta et répéta avec émotion la substance de ce qu'il avait dit devant moi, que Metternich de son initiative a écrit à Sir H. Wellesley, mais je donnai mon opinion que cela ne serait d'aucune utilité, après son départ à ce moment qu'il était si essentiel que l'Autriche et l'Angleterre comprissent l'une l'autre. Enfin me suppliant de croire "qu'il me rendait toujours justice" et qu'il comprenait maintenant et devait apprécier ma politique, que j'avais fait entre les mains de ceux qui ont été portés à jouer le plus grand rôle en Europe."
Il est évident, il ajouta que nous nous reverrons plus tard. "
Au [illegible] du Prince Esterhazy, étant allé au [illegible] il est [illegible] de [illegible] [illegible] en [illegible]

l'oraison funèbre envoyée par le Prince de Metternich à ce même Prince Esterhazy quelques jours après la mort de Canning, survenue le 8 août 1827. Elle semble montrer que l'ancien ambassadeur autrichien à Londres partageait toujours les sentiments invariables, ceux-là, du Chancelier: "(1) Ce n'est pas à vous, mon Prince, que je crois nécessaire de retracer ici l'opinion que nous nous sommes formée, dès le principe, du mérite de l'homme que la Providence avait lancé sur l'Angleterre et sur l'Europe comme un fléau malfaisant......... Il a tout ébranlé et beaucoup détruit, mais il n'a rien bâti........ L'Angleterre est délivrée d'un grand fléau."

Quoiqu'il en soit, l'audience du 21 déc. avait été une amende honorable faite par le roi et Esterhazy à Canning; les aveux exprimés, sincères ou non, étaient un hommage rendu au talent du ministre Anglais, à la fois par celui qui personnifiait, en Angleterre, l'esprit rétrograde et conservateur, et par celui qui représentait le Cabinet le plus opposé aux idées nouvelles et révolutionnaires. Les propres adversaires de Canning lui dévoilaient leurs manoeuvres et s'inclinaient devant celui qui avait montré assez de force d'âme pour subordonner son désir de

(1) Mémoires de Metternich. Lettre du 19 août 1827.–.

vengeance au succès d'une politique nationale.

XXXIII.

Ainsi Canning triomphait; il avait surmonté tous les obstacles qu'il avait rencontrés et tous ceux qu'on lui avait opposés. Envers et contre tous, il avait réussi à imposer à l'Europe la reconnaissance de l'indépendance des colonies espagnoles de l'Amérique du Sud par l'Angleterre. On pourrait dire que, dans cette affaire, il n'y eût que deux personnages: l'Europe et Canning. C'est Canning qui joua le premier rôle, qui conduisit toute la pièce et l'amena au dénouement qu'il avait prévu et prédit; par la sûreté de son jeu, par l'autorité de sa parole, il avait émerveillé et confondu tous les Cabinets d'Europe, y compris le Cabinet Anglais. Il était arrivé à ce grand résultat par la rare clairvoyance dont il fit preuve dès son entrée au Foreign-Office. Il avait vu, à cette époque, les colonies d'Amérique déjà libres de fait et résolues à ne pas retomber sous le joug espagnol; il avait senti le mouvement d'opinion qui régnait en Angleterre en faveur des insurgés devenus indépendants. il avait escompté les immenses bénéfices que ses concitoyens pourraient retirer d'un libre et complet commerce avec le nouveau-monde; il avait compris —

l'influence considérable qui s'attacherait au peuple anglais, si, le premier, il tendait la main aux nouveaux hommes libres de l'Amérique du Sud et leur assurait sa protection. Mais il s'était rendu compte, en même temps, qu'une mesure aussi grave, l'émancipation de tout un grand continent, ne pouvait pas être prise sans préparation.
L'Angleterre était l'alliée des Puissances continentales, elle faisait partie du Concert Européen. Elle ne pouvait donc pas proclamer du jour au lendemain la reconnaissance de l'indépendance des colonies d'une de ces Puissances sans s'exposer à les voir toutes coalisées contre elle, sans amener une guerre dont les suites auraient été désastreuses. Il fallait agir avec fermeté, mais avec prudence, ne pas faire de démarche irréfléchie, et se plier aux circonstances, il fallait profiter de toutes les fautes, de toutes les faiblesses de l'Europe, lui faire accepter peu à peu les intentions de l'Angleterre, et la mettre enfin en face du fait accompli, en face d'une décision motivée par les événements eux-mêmes.
C'est ce que Canning sut merveilleusement faire. Il pratiqua, avec un talent admirable, l'art des transitions. Avant le Congrès de Vérone, l'Angleterre était restée neutre dans la question des colonies espagnoles. A Vérone, Canning affirme la neutralité anglaise,

mais annonce qu'il prendra, vis-à-vis des colonies, telles mesures que lui dicteront les évènements; le 31 mars 1823, il déclare que l'indépendance des colonies est un fait accompli, mais que leur reconnaissance dépend des circonstances. Au mois d'octobre de la même année, dans sa conférence avec le Prince de Polignac, il menace l'Europe d'une reconnaissance immédiate si l'Espagne obtient une assistance étrangère pour soumettre ses colonies. Le 30 janv. 1824, il offre sa médiation à l'Espagne sur la base de l'indépendance des colonies. A partir de ce moment, il ne dissimule plus sa pensée et répond, en mai, au ministre du roi Ferdinand VII qu'il prendra désormais les mesures qu'il jugera bonnes, sans en aviser plus longtemps la cour de Madrid. Enfin, au mois de juillet, il négocie ouvertement un traité de commerce avec un des nouveaux États; c'est la préface de la reconnaissance générale et officielle, qui a lieu le 1er janv. 1825.

Il faut reconnaître que les fautes mêmes des cabinets de l'Europe et leur négligence avaient puissamment contribué au succès de la cause soutenue par Canning. Les gouvernements de Madrid, Cortès libérales aussi bien que roi absolu, avaient fait preuve du même aveuglement en refusant obstinément d'accorder la moindre concession aux colonies révoltées. L'Empereur Alexandre avait, dans les premiers temps de

l'insurrection, donné les encouragements les plus chaleureux à Ferdinand VII, il l'avait poussé à agir par les armes. Mais peu à peu le zèle impérial était tombé; d'autres intérêts, plus rapprochés, avaient détourné son attention de l'Amérique. L'Autriche et son fier Chancelier s'étaient toujours refusés à entamer la discussion de cette question. Quant à la France qui, parmi les Puissances Continentales, se trouvait être la plus intéressée dans l'émancipation des colonies espagnoles, et qui paraissait désignée pour prendre en mains la direction de cette affaire, elle contracte des engagements qui immobilisent ses forces et hâtent un dénouement dont elle sera la première victime: l'expédition d'Espagne a servi les intérêts de l'Angleterre mieux que ne l'aurait fait une coopération active de la part du gouvernement français, elle a été la cause déterminante de l'attitude et de la décision de l'Angleterre; elle a précipité l'évènement en autorisant, pour ainsi dire, le cabinet de Londres à rétablir l'équilibre détruit par le séjour indéterminé d'une armée française en Espagne.[1]

---

[1] cf. Commentaire, Wheaton-Lawrence. t II. part. II. chap. I. p. 309; discours de Canning du 12 déc. 1826: "J'ai cherché des compensations dans un autre hémisphère, considérant l'Espagne, telle que nos l'ancêtres l'ont connue, j'ai voulu que, si la France avait l'Espagne,

Les hommes de la Sainte-Alliance n'ont pas calculé les conséquences de l'expédition française en Espagne. Ils n'ont pas vu qu'en écrasant la Révolution dans la péninsule ibérique, ils provoquaient le triomphe de la Révolution dans les colonies. En opprimant l'Espagne ils délivraient l'Amérique.

C'est sur M. de Montmorency que doit peser, en grande partie, le poids de cette faute. En se faisant, malgré des instructions formelles, le "rapporteur" de l'affaire d'Espagne, il a engagé son pays, et l'Europe à sa suite, dans une voie qui devait leur être fatale. Malgré des avertissements répétés, il a négligé d'introduire devant le Congrès de Vérone la question des colonies espagnoles et d'en imposer aux Puissances la discussion immédiate. M. de Chateaubriand est tombé dans les mêmes erreurs; par sa vanité, aussi grande que son génie, par la faiblesse de son caractère, il n'a pas pu et n'a pas voulu réagir contre les flatteries de l'Empereur de Russie, contre les espérances de gloire qu'il voyait dans une invasion de l'Espagne. Seul, parmi les hommes d'Etat du Continent, M. de Villèle a vu clair dans la question des colonies espagnoles; il

---

ce ne fût pas du moins l'Espagne avec les Indes, et j'ai appelé le Nouveau-Monde à l'existence pour rétablir l'équilibre de l'ancien."

Les hommes de la Sainte-Alliance n'ont pas calculé les conséquences de l'expédition française en Espagne. Ils n'ont pas vu qu'en écrasant la révolution dans la péninsule ibérique, ils préparaient le triomphe de la révolution dans les colonies, en opprimant l'Espagne ils délivraient l'Amérique.

C'est sur M. de Montmorency que doit peser, en grande partie, le poids de cette faute. On ne saurait trop blâmer de résolutions formelles de l'expédition "de l'affaire d'Espagne" (le congrès de Vérone, 1822), et l'histoire, à sa suite, dans une note qui devait bien être faite, malgré des avertissements répétés, il a négligé d'introduire devant le Congrès de Vérone la question des colonies espagnoles et s'en [illegible] aux événements [illegible] immédiate. M. de Chateaubriand est tombé dans les mêmes erreurs; par sa vanité, dans le grand cas de son génie, par la faiblesse de son caractère, il n'a pas [illegible] tombé la flatterie de l'Empereur de Russie, entre les séductions de gloire qu'il voyait dans une conquête de l'Espagne.

Seul, parmi les hommes d'État du Continent, M. de Villèle a vu clair dans la question des colonies espagnoles, il

---

ce ne fut pas du moins l'Espagne avec le [illegible] [illegible] [illegible] Monarchie [illegible] [illegible] l'empire de l'Amérique..."

a compris les convoitises de l'Angleterre et les devoirs de la France ; il a senti que la Sainte-Alliance se déshonorait et se perdait si elle ne dictait pas la solution de cette question, si elle n'imposait pas sa volonté à Canning. Il a prévu en Canning le vainqueur de l'Europe. Mais M. de Villèle n'était pas assez énergique pour faire prévaloir ses vues ; des influences plus fortes que la sienne dirigeaient alors les destinées de la France.

Canning a su profiter de toutes ces circonstances, des dispositions des diplomates du Continent, des difficultés au milieu desquelles ils se sont trouvés arrêtés, des intérêts qui les divisaient. C'est grâce à cette intelligence parfaite de la situation générale de l'Europe, qu'il a pu arriver à son but sans soulever le continent contre lui, sans occasionner de guerre. Aussi pouvait-il rendre lui-même un juste hommage à sa politique. Au mois de févr. 1825, à la Chambre des Communes, M. Brougham lui reprochant d'avoir trop tardé dans la reconnaissance des nouveaux États de l'Amérique du Sud, Canning répondit :[1] Il différait tellement d'opinion avec M. Brougham sur l'inopportunité du moment choisi, que, s'il se piquait de quelque chose dans l'affaire, c'était

---

[1] Stapleton – Political life. p. 72 et s. –.

de l'opportunité. – Que des peuples, qui s'étaient séparés de la mère-patrie, devaient être admis, à un moment ou à l'autre, au nombre des nations indépendantes, c'était là une proposition sur laquelle tout le monde était d'accord. Toute la question était dans le moment et dans le mode. Pour ce qui est du moment, les mesures actuellement prises pour Buenos-Ayres, la Colombie, le Mexique, n'auraient pas pu l'être plutôt. Tout moment ou tout mode autres que ceux qui ont été choisis auraient été sujets à quelque critique........ Il fallait arriver à notre objet, non seulement sans guerre, mais sans donner une juste cause de guerre à aucune autre nation. La guerre était ici et là, à la droite et à la gauche de notre sentier; nous avons atteint notre but en suivant un juste milieu, sans soulever les dangers qui nous entouraient. On ne peut se dissimuler que nous avons froissé bien des sentiments, effrayé bien des préjugés, que nous avons marché contre bien des intérêts et causé bien des regrets. Mais c'est mon espoir intime que nous resterons avec notre avantage et que la paix du monde ne sera pas troublée.

Il n'y a pas dans les archives de mon ministère un document se rapportant à cette négociation, que l'Espagne n'ait vu, ou dont les alliés n'aient eu connaissance."

XXXIV.

Canning avait raison : la paix générale ne devait pas être troublée par la démarche de l'Angleterre ; mais cet acte devait avoir une influence décisive sur les destinées du monde.

Ce qui en résulta tout d'abord, ce fut l'élargissement même du monde : jusqu'en 1825, l'Amérique du Sud, confisquée par les Espagnols, avait échappé à la vie générale. A partir de cette époque, elle ouvre à toutes les Puissances du globe l'accès de ses riches marchés, elle donne une nouvelle et puissante impulsion à la vie économique des nations. En même temps qu'elle, l'Amérique du Nord entre en scène et annonce le rôle prépondérant qu'elle entend jouer dans le monde. Les Etats-Unis prennent sous leur protection leurs frères émancipés du Sud, ils proclament l'intégrité du territoire des deux Amériques et y proscrivent l'importation des idées européennes. Mais alors, l'indépendance des anciennes colonies espagnoles ne pouvait-elle pas devenir un danger pour l'Europe ? Libres et se suffisant à eux-mêmes, les Américains des deux continents ne pouvaient-ils pas se liguer, unir leurs forces et leurs richesses, et faire la loi à l'Europe ? Echappant

complètement à son influence, ne pouvaient-ils se retourner contre elle et l'écraser ou tout au moins l'affamer?

C'est pourquoi l'idée d'établir, dans continents de l'Amérique, des monarchies plus ou moins dépendantes de l'Europe, était juste. Le duc de Richelieu, Chateaubriand l'ont eue. Elle a été reprise plus tard par Napoléon III; ces monarchies auraient permis aux Puissances Européennes d'exercer une certaine autorité sur le monde américain. Mais il eût fallu appliquer cette idée en temps utile, avec des forces suffisantes, et encore l'exemple du Brésil montre-t-il qu'elle n'était pas appelée à un grand avenir. Quoiqu'il en soit, cette reconnaissance contenait en germe, pour l'Europe, le péril américain.

Pour le moment, elle mettait en pleine lumière le triomphe incontestable de l'Angleterre et la faillite de la Sainte-Alliance. Pendant très longtemps l'Europe a mal compris l'Angleterre; le continent a cru souvent y voir une alliée, alors qu'elle fut toujours sa rivale. L'Angleterre, dans cette question, a suivi les traditions de sa politique; elle est restée fidèle à sa vocation qui est de s'assurer de l'empire des mers. Libéral par goût, égoïste par intérêt, le peuple anglais est commerçant par nature et par nécessité; le commerce le fait vivre et

se rend puissant. Il s'est fait une spécialité des questions coloniales; et pour les résoudre à son profit, il n'hésite pas à tirer parti des embarras du continent, à les susciter même, comme il le fit avec tant de succès au XVIIIe siècle. Dirigé par Canning, il a fait sienne cette affaire des colonies espagnoles, il en a poursuivi le succès avec obstination.

En imposant à l'Europe la reconnaissance des colonies espagnoles, Canning a fait faire à son pays une superbe opération commerciale. Mais en même temps il a donné à la cause libérale, en Europe, dans le monde entier, une impulsion irrésistible. M. de Metternich lui-même a dû reconnaître l'influence profonde exercée par la politique du ministre anglais: (1) "M. Canning a été appelé au gouvernail des affaires de son pays, et la trempe de son esprit, ses côtés forts comme ses côtés faibles, son incapacité sous tant de points de vue essentiels, comme sa grande habileté sous d'autres rapports, son ambition exaltée enfin, lui ont permis de choisir entre les rôles, il a pris celui qui n'était point occupé, il s'est fait le chef du libéralisme monarchique. Dès lors le monde a dû prendre une couleur nouvelle." En fait, Canning

(1) Mémoires de Metternich. Lettre du 29 janv. 1827.

avait assuré le triomphe de la cause révolutionnaire contre laquelle s'était constituée la Sainte-Alliance.

L'Amérique du Sud était désormais composée de républiques qui avaient rompu tous liens de vassalité avec leur ancien État suzerain. La Sainte-Alliance s'était montrée incapable de prévenir la scission, elle négligea d'en demander réparation. Ceci marque bien la limite même de ses forces. Formée pour défendre la cause des rois légitimes contre les revendications des peuples, elle ne soutient pas Ferdinand VII, elle ne châtie pas les Américains révoltés. C'est qu'au fond, malgré ses généreuses proclamations, malgré le livre divin sous la protection duquel elle avait mis sa conduite, la Sainte-Alliance n'était qu'une association mutuelle des Souverains pour l'exploitation des peuples. Ce qui la gouvernait, c'était l'intérêt; et non pas l'intérêt général de l'association, mais l'intérêt particulier de chacun de ses membres. D'où il résulta que cette union, qui devait être éternelle, se trouva divisée à la première occasion qu'il lui fut donné d'exercer son action.

Moins de dix ans après la ruine de Napoléon, après les traités de

Vienne, l'Europe retombait dans ses anciens errements, la Sainte-Alliance abandonnait la cause de Ferdinand VII et, par sa mollesse assurait le triomphe de la cause des peuples.

Il était démontré, par l'affair des colonies espagnoles, que la grande union des Souverains d'Europe n'était que le rapprochement d'interets, identiques à un moment donné, celui du péril napoléonien, mais bientôt divisés de nouveau par l'effet des circonstances. Et comme la majorité des souverains ne trouvait pas d'avantage immédiat et évident à intervenir en Amérique, comme d'ailleurs ils voyaient grandir une question qui les touchait de bien plus près, ils sacrifièrent tout simplement leurs principes à leurs interets: Les Grecs les tenaient plus à coeur, que les Américains; l'intégrité des deux Amériques, proclamée par le Président Monroë les troublait beaucoup moins que l'intégrité de l'Empire Ottoman. Au lieu de s'unir, en faveur de l'Espagne, contre l'Amérique, ils se divisèrent sur la question de la Grèce.

C'est alors qu'un

homme avait paru, un Anglais, dont la politique était l'expression même des intérêts du peuple anglais. Les circonstances lui furent favorables, mais il sut profiter des circonstances. L'habileté supérieure de Canning, non moins que les fautes des hommes de la Sainte Alliance, avaient consacré l'indépendance des colonies espagnoles de l'Amérique du Sud.

Livres consultés =

A. Debidour = Histoire diplomatique de l'Europe.
Gervinus = Histoire du XIXe siècle.
G. Hubbard = Histoire contemporaine de l'Espagne.
Histoire du ministère de George Canning, par l'auteur du précis historique des événements qui ont amené la révolution espagnole.
Prince de Metternich = Mémoires.
M. de Villèle = Mémoires.
M. de Chateaubriand = Oeuvres générales; Congrès de Vérone.
Abbé de Pradt = L'Europe et l'Amérique en 1821.
Abbé de Pradt = Vrai système de l'Europe relativement à l'Amérique et à la Grèce.
A. G. Stapleton = The political life of George Canning (1831).
A. G. Stapleton = George Canning and his times. (1859).


DE COURCEL - DE LA RECONNAISSANCE DE L'INDÉPENDANCE
DES COLONIES ESPAGNOLES DE L'AMÉRIQUE DU SUD